

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

PECQUEUR ET VIDAL

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE

DU COLLECTIVISME EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

LÉON MAISONNEUVE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM. CAILLEMER, O. ✱. ⚔. I. C. ✱, Doyen, professeur de droit civil.

MABIRE, ✱. ⚔. I. C. ✱. assesseur du Doyen, professeur de droit civil.

GARRAUD, ⚔. I. professeur de droit criminel.

APPLETON (Charles), ⚔. I. professeur de droit romain.

FLURER, ⚔. I. professeur de droit civil.

ROUGIER, ⚔. I. professeur d'économie politique.

AUDIBERT, ⚔. I. professeur de droit romain.

COHENDY, ⚔. I. professeur de droit commercial.

BERTHÉLÉMY, ✱. ⚔. I. professeur d'histoire du droit.

PIC, ⚔. I. professeur de droit international.

BARTIN, ⚔. I. professeur de procédure civile.

SOUCHON, ⚔. I. professeur d'histoire des doctrines économiques.

APPLETON (Jean), agrégé.

LAMBERT, agrégé.

BOUVIER, agrégé.

LAMEIRE, agrégé

BECQ, ⚔. A. Secrétaire.

Jury de la thèse.

MM. SOUCHON, professeur, président.

ROUGIER, professeur, } Assesseurs.
LAMEIRE, agrégé, }

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

PECQUEUR ET VIDAL

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE

DU COLLECTIVISME EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le samedi 18 juin 1898

PAR

LÉON MAISONNEUVE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

A MA MÈRE

PECQUEUR & VIDAL

INTRODUCTION

On admet généralement qu'il y a eu dans l'histoire du socialisme deux grandes périodes : la période utopique et la période scientifique.

Dans cette classification on n'hésite pas à ranger parmi les utopistes tous les faiseurs de systèmes antérieurs au XIX^e siècle, c'est-à-dire tout ce qu'il est possible de compter dans les rangs des écrivains socialistes depuis Platon jusqu'à Morelly ou Mably.

Par contre, on éprouve quelques hésitations quand on arrive aux écrivains, du commencement de ce siècle que Reybaud nomme les Réformateurs, et dont le souci fut en effet de réformer l'ordre social. Leur socialisme n'est plus un exercice d'école, une de ces fantaisies philosophiques dont quelques érudits seulement pourront orner leur mémoire ; il veut être une théorie politique, il tend à l'application. Ses auteurs croient présenter des moyens pratiques pour l'amélioration de la condition humaine, ils s'adressent à la masse et cherchent à l'entraîner. On sent

que l'idée socialiste est entrée dans une période d'action, et que tous les efforts de ses représentants vont se tourner vers l'action politique.

Le plus souvent cependant, Saint-Simon et Charles Fourier, Cabel et Owen sont encore rangés parmi les utopistes, et l'on considère que le socialisme n'entre qu'avec Karl Marx dans la période scientifique.

N'y a-t-il pas dans cette classification quelque chose d'artificiel ? Il me paraît qu'elle comporte à la fois trop de mépris pour les formes anciennes du socialisme, et peut-être aussi trop d'admiration un peu naïve pour les formules de Karl Marx.

Il est certain qu'avant Marx l'idée socialiste avait été rendue plus nette et plus philosophique qu'elle ne l'était chez Saint-Simon, et chez Fourier.

On peut même dire qu'il y a eu avant lui des hommes dont les œuvres contenaient en germe toutes ses idées essentielles.

L'étude que nous nous proposons a précisément pour but l'examen des écrits de deux auteurs d'ailleurs presque inconnus (1), et qui cependant peuvent être considérés comme des précurseurs du collectivisme marxiste.

Constantin Pecqueur et François Vidal, qui furent rapprochés pendant leur vie par la communauté de leurs aspirations et par une assez vive amitié, doivent nous sembler-t-il rester unis dans cette étude.

(1) Sur Pecqueur et Vidal : B. Malon, dans la *Revue socialiste*, *L'histoire du socialisme*, *Le socialisme intégral* ; Henry Michel, *De l'idée de l'Etat* Villey, *Le socialisme contemporain*, etc.

La raison en est qu'ils paraissent se compléter l'un par l'autre, comme s'ils s'étaient effectivement partagé une tâche commune. Vidal, économiste assez savant pour soutenir avec Bastiat (1) de vives polémiques, se chargea de la critique sociale. Il sut plus d'une fois parler le langage simple et descendre sur le terrain pratique et un peu matériel de la véritable économie politique. Pecqueur, disciple de Saint-Simon et de Fourier, prit soin de la reconstruction sociale et c'est à lui qu'est due l'invention de la formule collectiviste.

Si Vidal n'a pas su, comme Marx, unifier son système de critique et le couler en quelque sorte entièrement dans le moule de la science économique classique, il n'en a pas moins frappé, dans de nombreux fragments, aussi fort, et peut-être plus juste que le philosophe allemand sur les vices de notre société.

Pecqueur reste en général nébuleux et prolix, dans la partie théorique de son œuvre : cependant il a, dans son projet de société collectiviste, devancé la solution marxiste, et rien, depuis, n'a pu être ajouté à sa formule.

Ce qui manque le plus à nos deux auteurs, c'est la méthode vraiment scientifique et efficace : leurs œuvres laissent une impression de désordre qui leur enlève toute force probante.

Nous ne nous attarderons pas à suivre à travers l'histoire le développement des doctrines socialistes, bien

(1) Bastiat, *Œuvres*, t. I, p. 420. Edit. Guillaumin et Cie, 1881. F. Vidal, *De la répartition des richesses*, p. 94 en note.

que cette étude soit utile, pour les faire saisir en analysant en quelque sorte la genèse des idées qu'elles comportent.

Il semble que le socialisme est devenu un parti politique, seulement depuis le commencement du siècle avec Saint-Simon et Fourier en France, Owen en Angleterre.

Cependant, il est encore à cette époque fortement entaché d'utopie comme nous tâcherons de le démontrer dans le premier chapitre de cette étude. Nous examinerons ensuite ce qu'il faut entendre par collectivisme scientifique.

Comme nous estimons que Pecqueur et que Vidal ont préparé en grande partie la transition entre ces deux phases du socialisme, il sera naturel alors d'étudier leurs œuvres, et de montrer en quoi, ils ont vraiment donné la première impulsion à cette évolution.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE SOCIALISME FRANÇAIS AVANT PECQUEUR ET VIDAL.

§ 1. — Considérations générales.

Il serait curieux de rechercher à quelles causes est dû le changement qui après la Révolution s'est introduit dans le socialisme et en a fait un parti politique (1).

Cette différence si radicale entre le socialisme d'avant et celui d'après la Révolution, aurait-elle sa source uniquement dans la personnalité des hommes qui en furent les propagateurs ? C'est ce qu'il est difficile de croire. Il est évident que des hommes qui comme Saint-Simon rêvaient depuis leur jeunesse de faire quelque chose de grand (2), devaient chercher à agir sur l'opinion ; mais se peut-il qu'il y ait dans l'ambition de quelques hommes, la raison, et la cause entière du développement nouveau de la doctrine socialiste ?

(1) Ed. Villey, *Le socialisme contemporain*, p. 9.

(2) L. Reybaud, *Etude sur les réformateurs*.

La Révolution avait donné l'exemple de l'entraînement et de l'enthousiasme. Le simple mot de liberté avait galvanisé toutes les intelligences, et pendant la préparation et l'attente d'un régime nouveau, la nation presque tout entière avait vécu dans un rêve de justice et d'égalité. On avait cherché le régime capable de réaliser ce rêve, et cela, sans le découvrir, car il aurait fallu modifier la nature humaine pour rendre possible un gouvernement aussi parfait.

Vint ensuite l'époque si tourmentée de l'Empire et lorsqu'arriva l'apaisement, plus d'un cœur dut éprouver un sentiment de vide et de déception, devant la monotonie de la vie à venir après de si grandes espérances et de si retentissantes aventures.

Il y avait là un terrain tout préparé, un admirable milieu pour l'éclosion de la propagation de doctrines nouvelles ; aussi ne manquèrent-elles pas de se produire, et c'est à cette époque que se place la véritable naissance du socialisme moderne.

L'apparition de cette doctrine fut favorisée d'ailleurs par la diffusion de l'instruction, par l'affaiblissement des sentiments religieux, et le commencement d'un épanouissement industriel qui amenait la formation de centres ouvriers à la fois plus compacts et plus étendus.

Cependant on ne peut pas dire que le socialisme moderne soit né parmi les ouvriers, bien au contraire même, sa première manifestation se dévoile avec des côtés aristocratiques qui l'éloignent fort du socialisme populaire comme nous allons le voir en étudiant les idées de Saint-Simon.

§ 2. — Saint-Simon (1).

La vie de Saint-Simon est trop connue pour que nous nous attardions à en parler. Il y eut dans sa vie le même désordre que dans ses œuvres ; elle fut suivant le mot de Reybaud une suite de perpétuels avortements. Homme d'un esprit original mais inquiet, peu enclin à approfondir ses pensées, Saint-Simon fut toujours poursuivi par le désir de l'extraordinaire et du grand. Il crut souvent avoir trouvé sa voie, avoir saisi la découverte qui devait l'élever aux plus hauts sommets de la gloire ; mais jamais le succès ne répondit à ses espérances.

Cependant il eut parfois des idées neuves et hardies. Très jeune, il rêvait de faire communiquer Madrid à la mer par un canal, et de réunir aussi par le percement de l'isthme de Panama les deux grands océans.

Dans le domaine des idées pures, il eut aussi des intuitions remarquables : telle est sa théorie de l'évolution et du progrès. Cette théorie contient l'essence même de la doctrine positiviste, et Auguste Comte, disciple de Saint-Simon, aux premières heures, n'eut qu'à puiser chez son maître pour trouver les bases du système qui a porté si haut sa renommée de penseur. Son rôle s'est borné, à

(1) *Vie de Saint-Simon*, L. Reybaud, *Etude sur les réformateurs* ; B. Malon, *Histoire du socialisme*, 1879 ; Paul Janet, *Le fondateur du socialisme moderne, Saint-Simon* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1876) ; du même, *Les origines du socialisme contemporain*, 1855 ; Carnot, *Exposé des doctrines Saint-Simoniennes*, 1830 ; Léon Brothier, *Saint-Simon et le Saint-Simonisme*, 1859 ; G. Biard, *Aperçu sur les vues industrielles de Saint-Simon* ; 1832, Charlety, thèse.

matérialiser en quelque sorte, et à coordonner méthodiquement les idées de Saint-Simon.

Saint-Simon eut en effet sa théorie du progrès, il y crut même fermement, et poussé par cet orgueil enfantin si bien mis en lumière par Reybaud et qui faisait le fond de son caractère, il s' imagine qu'il est venu sur terre pour révéler cette évolution et en hâter et conduire la marche bienfaisante.

Voici quelle est sa conception : Il constate qu'il existe une différence absolue entre la société ancienne et celle de son époque. Cette différence se caractérise par l'effacement, dans la première, des classes industrielles au profit des classes guerrières, notamment au moyen âge. A son époque au contraire ce sont les classes industrielles qui tendent à prendre le dessus et à devenir les plus importantes dans l'ordre social ; et cet ordre qui eut jadis pour base et pour cadre l'élément féodal et militaire ne repose plus aujourd'hui que sur l'élément industriel.

Il y a là une remarque juste déjà à l'époque de Saint-Simon et qui, comme il l'a prévu, l'est devenue bien plus encore de nos jours.

Une évolution corrélative à celle que nous venons de décrire, lui a paru se faire dans le domaine scientifique. Aux époques antérieures et surtout au moyen âge, les sciences ont été dogmatiques et théologiques ; mais elles ont peu à peu évolué, sont devenues rationalistes et enfin sciences d'observation.

Ces deux évolutions correspondantes représentent pour

lui la marche vers le progrès dans laquelle l'humanité est fatalement entraînée. Le rôle du sage (et ce sage est Saint-Simon) doit être de hâter cette marche suivant la voie tracée par l'histoire

Dorénavant le champ de l'activité humaine ne devra pas s'étendre au delà de l'industrie qui correspond à ses besoins matériels, et des sciences exactes et d'observation qui satisferont désormais ses besoins intellectuels et même ses aspirations religieuses.

Il est curieux de rapprocher de cette conception d'une religion scientifique (1), la religion monistique (2) que Hœckel a récemment exposée dans un opuscule intitulé : *Le monisme*. Cette religion consiste dans la communion de plus en plus parfaite de l'homme avec la nature ; le savant en est le prêtre, et le laboratoire en est l'autel.

Il n'y a rien encore, dans ces idées, qui rapproche vraiment Saint-Simon des socialistes actuels, mais le rapprochement devient facile quand on arrive à sa conception de la société industrielle.

Cette société, ne paraît-elle pas en effet comme un plan anticipé de l'organisation nouvelle dont Marx prévoit la nécessité dans son « Capital ». Marx pense en effet que l'accumulation des capitaux dans les mêmes mains facilitera l'expropriation par la masse ; que l'aboutissant fatal de notre régime de production capitaliste, est une société

(1) Les principes de cette religion sont exposés par Saint-Simon dans son *Nouveau Christianisme*.

(2) Ernest Hœckel, *Le monisme*. Préface et traduction de G. Vacher de Lapouge.

collectiviste, dans laquelle, travail et production étant organisés de façon à ce qu'il y ait égalité de tâche pour tous, la lutte des classes cessera d'exercer ses ravages ; enfin, la socialisation des moyens de production aura fait cesser les maux de la concurrence et de la lutte.

Le philosophe allemand se montre sobre de détails, cependant il en dit assez pour que l'on puisse rapprocher de son embryon de construction sociale, la société industrielle imaginée par Saint-Simon et faire voir comment ces constructions concordent entre elles.

Les deux conceptions sont semblables, par l'importance sans égale qu'elles accordent au développement industriel qu'elles considèrent toutes deux comme l'une des conditions *sine qua non* de la vie sociale.

L'une des doctrines prévoit et prédispose un ordre absolu et hiérarchique entre les travailleurs et leurs chefs ; l'autre est muette sur ce point, mais il est facile de suppléer à ce silence et les partisans de la théorie marxiste ne sauraient non plus que les Saint-Simoniens se dérober à la nécessité d'une forte hiérarchie ouvrière sous peine de dévier pleinement dans la voie anarchiste.

Dans le régime hiérarchique de Saint-Simon le gouvernement appartiendra aux grands industriels et aux savants (1) qui établiront les budgets, régleront les détails de l'organisation sociale, etc.

Faisons remarquer en passant que Saint-Simon, de

(1) Saint-Simon et Enfantin, *Œuvres choisies*, vol. I, p. 8 et suiv.

même que beaucoup de socialistes modernes, ne croit pas à la réalisation immédiatement possible de ses idées : « Il faudra, dit-il, du temps avant que ces réformes ne s'accomplissent (1). »

Le gouvernement consisterait principalement en un conseil de l'industrie chargé d'assurer à chacun du travail, et opérant avec des capitaux prêtés par les propriétaires.

Cette idée de la commandite du travail par le capital qui sera plus tard reproduite par Fourier, était absolument neuve, croyons-nous, à l'époque de Saint-Simon. Si cet auteur avait purement et simplement rejeté l'idée de la propriété privée, il eût proposé comme moyen de se procurer des capitaux la confiscation ou l'expropriation comme le font beaucoup de nos socialistes modernes ; mais il n'ose pas entrer dans une voie aussi radicale ; il se contente d'un moyen détourné, qui ne diffère en réalité pas beaucoup de la simple et brutale main-mise puisque l'emprunt qu'il préconise serait forcé. Il reste cependant un avantage au capitaliste soumis à cette association involontaire ; il consiste dans le service des intérêts du capital, service un peu problématique il est vrai, mais auquel Saint-Simon n'ose pas pourtant se soustraire.

L'Etat qui prend à sa charge le soin de régler la production industrielle ne peut voir son rôle se borner à cette fonction, il devra fournir, outre les éléments de la vie matérielle, à l'aide du travail ceux de la vie intellectuelle à

(1) *Ibid.* Introduction à la lettre XI.

l'aide d'une instruction qu'il répandra gratuitement et largement.

La répartition des bénéfices industriels aura lieu en raison des apports de chacun (1).

Ces diverses réformes sont-elles, pour notre novateur, de simples conséquences des droits du prolétaire ? Ne sont-elles que la simple réalisation de la justice ? Il ne le croit pas. Elles sont à la fois plus et moins ; elles constituent l'un des commandements de la religion du progrès. Le prolétaire n'a pas de droits, seule, la religion nouvelle ordonne d'aider la classe la plus pauvre et la moins favorisée. Or, il n'y a qu'un moyen de lui obéir, c'est de transformer la nation guerrière en nation purement industrielle (2).

Telles sont les idées maîtresses de l'œuvre, très incohérente d'ailleurs, de Saint-Simon, dans sa partie économique ou plutôt sociologique, la seule qui puisse nous intéresser ici.

Il est évident que nous laisserons de côté tout le fatras mystico-religieux, la légende de la réhabilitation de la chair, mutilée par l'ascétisme du moyen âge (thèse reprise par Michelet et bien d'autres) (3) qui déparent l'œuvre de notre philosophe. Nous ne dirons rien non plus de l'école Saint-Simonienne, qui si elle renferma une foule d'hommes remarquables par eux-mêmes ne produisit absolu-

(1) Saint-Simon et Enfantin, t. 2, p. 17, 52, 81, 2^e partie.

(2) *Ibid.*, t. 2, 2^e partie, p. 10.

(3) Michelet, *La sorcière* ; B. Malon, *Socialisme intégral*, etc.

ment rien de sérieux, et fit du Saint-Simonisme une sorte de secte ridicule et inutile.

A côté du système industrialiste, Saint-Simon eut une autre prescience du socialisme moderne : il fut internationaliste (1), avec moins de franchise cependant que les socialistes actuels.

Il souhaite notamment l'établissement d'une association commanditaire générale de l'industrie dans l'intérêt des ouvriers de toute nationalité. Il désire aussi que l'on fournisse des capitaux aux travailleurs, au moyen de banques internationales (2). Enfin, il revient très souvent sur la nécessité de l'exploitation fraternelle du globe terrestre.

En somme, Saint-Simon nous paraît se rapprocher du socialisme moderne à deux points de vue.

D'abord, comme nous l'avons vu plus haut, par sa conception de la société industrielle ; et en second lieu, par le rôle qu'il attribue à l'Etat, dont il fait un Etat providence, destiné à fournir à la fois travail et instruction à la classe la plus pauvre et la moins favorisée.

Plusieurs caractères très particuliers l'éloignent au contraire des doctrines socialistes actuelles. Nous citerons seulement son mysticisme religieux, le côté aristocratique de sa hiérarchie sociale et la persistance du salariat dans son idéal de société, correspondant à son respect de la

(1) Charlety, *Le Saint-Simonisme. Internationalisme de Saint-Simon*, p. 45.

(2) *Ibid.*, p. 47, note et texte.

propriété privée des capitaux. Ce dernier trait le rejette bien loin du collectivisme moderne.

Quels peuvent être les procédés méthodiques de Saint-Simon ? Il nous a paru qu'il n'en avait aucun, il n'induit ni ne déduit, il imagine. Cependant dans l'édification de sa théorie du progrès, il est possible de retrouver la trace de quelques procédés logiques d'observation et d'induction historique. A part cette petite échappée semi-scientifique, il se contente d'entasser les idées et les affirmations sans examen et sans autre logique souvent que celle des mots ou des sentiments.

Il paraît penser et écrire sous l'empire unique de son imagination brillante et de son amour de l'humanité (1).

Si cependant il fallait lui assigner une méthode, ce serait plutôt la déduction, qui guiderait ses spéculations habituelles ; mais encore une fois, il nous paraît nécessaire d'admettre cette opinion avec beaucoup de réserves.

§ 3. — Charles Fourier (2).

Nous sommes obligé, dans cette revue rapide des œuvres des deux principaux prédécesseurs de nos auteurs, de passer sans nous y arrêter sur bien des points intéres-

(1) L. Reybaud, *Etude sur les réformateurs* : « Dans les moindres détails de ces idéologues, se révèle cette affection profonde pour ceux qui souffrent. »

(2) Sur Fourier, Louis Reybaud, déjà cité ; Briaucourt, *Notions élémentaires sur la science sociale de Fourier* ; Degreef, *L'empirisme, l'utopie et le socialisme scientifique* (*Revue socialiste*, 1886) ; B. Malon, *Histoire du socialisme* (*Revue socialiste*, *passim*) ; Paul Janet, *Charles Fourier* (*Revue des Deux-Mondes*, année 1879) ; Villey, *Revue d'économie politique*, année 1898 ; Faguet, *Revue des Deux-Mondes*.

sants de leurs théories, et même de ne faire que les effleurer. Nous indiquons seulement, d'un côté la conception unitaire et simple, mais générale et compréhensive de leur système, indice de leurs qualités utopiques et peu scientifiques ; d'un autre côté, les points par où, conformément à une évolution générale très certaine des idées socialistes, ils se rapprochent des possibilités d'exécution, et s'éloignent de la simplicité utopique de Platon et de Morus. En un mot, nous cherchons à dégager les divers points qui nous permettront de caractériser le socialisme de leur époque, par rapport à l'évolution qu'a subie cette doctrine.

Nous allons en user ainsi pour les idées de Fourier que nous allons tâcher d'exposer en quelques mots.

La beauté de la découverte de Newton, dans l'ordre astronomique, inspira à Charles Fourier l'idée première de son système.

Généralisateur à outrance, constructeur doué d'une imagination incommensurable, il transporta la loi d'attraction qui règle le cosmos matériel dans l'ordre intellectuel et moral (1). Il promulgua la loi de l'attraction passionnelle et en tira par déduction tout un système (2).

Son œuvre d'ailleurs lui parut si belle, d'une harmonie

(1) Fourier, *Théorie des quatre mouvements*.

(2) C'est ce que Béranger exprimait dans ces quelques vers des « Fous » qui ont aujourd'hui l'air d'une fine et amusante ironie :

« La terre après tant de désastres
Forme avec le ciel un hymen
Et la loi qui régit les astres
Donne la paix au genre humain. »

si parfaite, qu'il n'hésita pas à penser, qu'en elle était contenue la loi des destinées supérieures de l'humanité. Il importait donc au monde, à Dieu même, que lui Fourier parût enfin en révélateur. Il était de toute nécessité qu'il vînt enseigner aux hommes les bienfaits que l'arrangement harmonien, basé sur l'attraction, répandrait sur le monde étonné.

Il imagine alors la plus drolatique cosmogonie ; son principe est une sorte de vague (1) panthéisme. Il expose que la création est une opération successive qui s'exécute par séries et doit se parachever sous l'influence de l'ordre nouveau institué par lui dans la société humaine.

Grâce à l'influence de cette bienheureuse harmonie, une foule de changements se produiront spontanément sur notre globe, et nous assisterons à une transformation complète de la nature.

Nous ne le suivrons certes pas dans ces enfantines divagations sur ce sujet. Elles sont suffisamment caractérisées, quand on a parlé des mers de limonade, produites par l'effet d'un certain fluide citrique polaire, et d'anti-lions animaux perfectionnés des créations sériaires futures qui serviront de bêtes de somme et de trait. Il faut avouer cependant que Fourier conte bien, qu'il a une imagination vive et que ses inventions, si folles qu'elles soient, ne laissent pas d'intéresser un instant, à la façon de certaines histoires merveilleuses.

(1) Fourier, *Théorie de l'association*. Entre autres passages : « Dieu est tout ce qui est », p. 339.

L'opportunité qu'il y a à nous ranger tous dans l'ordre harmonique, étant suffisamment démontrée au gré de notre inventeur, il passe au détail de cette organisation elle-même et c'est en cela surtout qu'il devient intéressant.

Le Fouriérisme peut se résumer en quelques mots : « Emanciper et combiner les passions, associer les facultés et les intérêts, faire prévaloir dans le monde physique et moral, l'attraction sur la répugnance, trouver dans le spectacle de l'univers, la voie analogique de nos destinées (1) ».

Voyons comment Fourier a su remplir un tel programme. Lui, qui dans sa folle cosmogonie se montre si fantaisiste et si étrange, va nous dévoiler ici des qualités d'observateur attentif auxquelles on est loin de s'attendre : « L'homme est ce qu'il est, dit-il, il sera toujours guidé par l'amour du plaisir ; ses passions sont aussi éternelles que légitimes ; il ne s'agit que de savoir les employer à son propre bien-être et au bien-être général (2). » Et voilà tout le secret pour rendre l'humanité heureuse. A ce que nous apprend Tacite, *Civilis*, pour réchauffer le courage de ses guerriers, promettait à chacun ce qui devait lui plaire, à celui-ci la gloire, à cet autre le pillage ; Fourier en use de même à l'égard des hommes ; il a formé le projet de les gouverner par leur bon plaisir ou attraction. Ce bon plaisir ne se tournera jamais vers le fruit défendu, par

(1) L. Reybaud citant Fourier, *Etude sur les réformateurs*.

(2) Fourier, *Théorie des quatre mouvements*.

l'excellente raison qu'il n'y en aura plus ; et cependant Fourier n'est pas anarchiste.

Il faut distinguer, à ce qu'il prétend, quelles passions (1) se partagent le cœur de l'homme ; cela fait, il sera facile de les satisfaire, par le bien-être matériel que procurera le travail varié et en séances courtes, les jouissances intellectuelles, et l'émulation que produit le désir des honneurs.

Peut-être Fourier a-t-il tort de croire que l'homme n'agit que sous l'empire des passions. Sa raison le guide quelquefois aussi. Il arrive aussi qu'il agit poussé par des sentiments qui ne sont pas des passions, au sens égoïste et intéressé que Fourier prête à ce mot ; telle est par exemple la pitié.

C'est sur les données que nous avons énoncées plus haut qu'il construit son Phalanstère, sa constitution nous fournira les principales notions économiques de Fourier (2).

Pour former son Phalanstère Fourier prend un nombre égal d'hommes et de femmes qui constitueront une sorte de communauté, s'uniront au gré de leur caprice. Les unions recevront divers noms (3) suivant leur degré de solidité.

Les Phalanstériens habiteront une vaste bâtisse d'une belle architecture, contenant des salles communes de lecture, de spectacle, des jardins, etc., etc.

(1) Fourier fait une longue et bizarre analyse des passions. Leurs noms sont étranges, la classification en est compliquée outre mesure. Nous la laissons de côté.

(2) *Théorie de l'association.*

(3) *Ibid.*

Cette phalange divisée en groupes, commandés par des chefs, sera sous la domination d'un chef suprême. Tous les officiers de cette sorte de caserne seront élus au suffrage universel absolu des deux sexes (1). Les groupes eux-mêmes seront divisés suivant les âges et encore suivant les aptitudes. Le Phalanstère aura des champs, des ateliers, des jardins et sera enfin une petite nation. Or, cette nation travaillera beaucoup et amassera énormément de richesses, elle serait capable en quelques années de payer uniquement avec les œufs de ses poules la dette de l'Angleterre (2). Mais cet argent utilisé plus à propos sera employé à fonder d'autres Phalanstères et ainsi la terre se couvrira d'établissements harmoniens. Il n'y aura plus de guerres, elles seront remplacées parmi les hommes heureux par des concours professionnels (3). On peut voir ici que Fourier lui aussi est internationaliste.

Ces résultats seront obtenus par le travail. Mais le travail lui-même, comment l'obtenir ? Voici le secret de Fourier. Le travail sera rendu attrayant.

L'homme présente sur ce point trois passions : la cabaliste, la composite et la papillonne. Or, le travail tel que Fourier le trouve organisé sous ses yeux contrecarre nettement ces trois passions, parce qu'il est : compliqué, solitaire et monotone.

Si on lui enlève ces trois défauts, il correspondra aux

(1) *Théorie de l'association*.

(2) L. Reybaud, t. 2, *Extraits de Fourier*.

(3) *Ibid.* Fourier décrit longuement une guerre de Pâtisseries sur les bords du Tigre.

attractions psychiques et pourra entrer dans le chœur d'harmonie.

Chacun n'aura donc à exécuter que des tâches simples, ce qui sera rendu possible par la division du travail à l'infini. Toutes ces tâches seront faites en commun et par groupes, enfin en des séances courtes et variées (1). C'est ainsi que le forgeron se délassera en cultivant des roses, etc.

Les enfants seront eux aussi divisés en groupes selon leurs aptitudes et leurs penchants, et élevés à frais communs dans les milieux phalanstériens, ils goûteront des joies célestes et bruyantes sous le nom de sacripants et sacripantes, ou d'autres noms encore, suivant leurs qualités.

On peut résumer Fourier en quelques mots tirés de ses œuvres : « Il y a en régime sociétaire absorption dès la cupidité individuelle dans les intérêts collectifs de chaque série des phalanges (2). »

Tel sera l'agencement intérieur du Phalanstère. Chacun recevra une part suffisante en nourriture et vêtements, le tout élégant et confortable. Le destinataire de ces objets en deviendra propriétaire *exclusif* dès qu'il les aura reçus.

Il recevra, en outre, une part des richesses toujours croissantes du phalanstère qui progressera lui-même éternellement. Enfin viendra un moment où notre globe sera couvert d'établissements harmoniens et vivra dans la paix, la fraternité et l'abondance.

(1) *Théorie de l'association*, p. 295 et suiv.

(2) *Théorie de l'association*, p. 305.

Nous n'avons pas cru devoir dépouiller Fourier de tout le pittoresque qui accompagne et orne son système. C'eût été mutiler sa physionomie si originale. Cette bizarrerie de détail ne gêne d'ailleurs en rien, et l'on peut malgré elle apercevoir facilement ce que son œuvre renferme de profond et de vraiment pensé.

Fourier par sa conception du travail phalanstérien est un des précurseurs du socialisme coopératif, et si l'on dégage le phalanstère, des fleurs, de la musique, des parfums, sous lesquels l'optimisme de Fourier paraît le submerger, on se trouve en face de la société coopérative de consommation et de production la mieux organisée.

D'ailleurs Fourier va plus loin et devançant les coopérateurs dans la voie qu'ils suivent aujourd'hui, il prédit l'aide que les phalanstères riches et anciens pourront plus tard prêter aux associations encore nouvelles et faibles. Par ce moyen le monde se couvrira d'une foule de sociétés communales et fraternelles.

Si Fourier s'éloigne du socialisme contemporain par son côté bizarrement optimiste, il s'en rapproche beaucoup d'autre part, puisque ce qu'il veut n'est autre que la coopération qui elle-même est si voisine du collectivisme.

Il nous paraît important de faire une autre remarque. Si proche que sa doctrine puisse paraître du socialisme contemporain, le fondement, l'idée première dont il s'inspire, n'en est pas moins fort éloignée de celui-ci : Aujourd'hui toutes les doctrines économiques peuvent se ranger sur une gamme qui va de l'individualisme or-

thodoxe à l'individualisme libertaire, en passant comme pôle opposé par l'anéantissement communiste ou étatique de l'individu, au profit de l'organisme social : or, tous les systèmes socialistes sont formés à l'aide de données communistes, plus ou moins tempérées par l'individualisme. Tel est par exemple le collectivisme. Fourier, au contraire, tout socialiste qu'il est, s'inspire dans sa doctrine des principes de l'individualisme le plus pur et même le plus égoïste ; et ce n'est pas une mince originalité que d'avoir pu, sur de telles bases, édifier une construction à peu près collectiviste dans sa forme, sans les avoir reniés en rien.

§ 4. — Les disciples de Fourier et de Saint-Simon.

Saint-Simon et Charles Fourier formèrent école et eurent des continuateurs.

Nous ne reviendrons pas sur la lamentable histoire de l'école Saint-Simonienne (1). Ses membres terminèrent leur mystique et étrange odyssée en prison et sous l'accablement du ridicule (2). Ils n'avaient retenu de Saint-Simon que cette idée de la religion de la chair et de l'esprit réunis ; leurs doctrines perdirent toute portée sociale. Les prétentions religieuses, et même un peu orientales du père Enfantin sur les femmes, amenèrent une première désunion parmi des fidèles. Bientôt, la misère puis l'oubli achevèrent l'œuvre de l'immoralité.

(1) Saint-Simon et Enfantin, *Œuvres choisies*, t. III et suiv. ; Louis Reybaud, déjà cité ; Charley, thèse.

(2) Raybaud, *Jérôme Paturot*.

Quant à Fourier, on connaît les tentatives de réalisation de l'idée phalanstérienne, l'échec n'empêcha pas de nombreux disciples de se former derrière lui, et dit Malon, comparant les disciples de Fourier à ceux de Saint-Simon : « Certes, Just Muiron vaut Olindes Rodrigues, et Victor Considérant pèse peut-être autant comme propagandiste que Enfantin et Bazard réunis, etc. (1). »

Cependant, l'influence des deux grands chefs de ces écoles se perd et s'efface de plus en plus, pendant l'époque qui se place entre les réformateurs, et les théories actuelles.

Il y a d'ailleurs une sorte de malaise dans ce socialisme, provenant sans doute du sentiment du désaccord flagrant qui existe encore entre ses monstrueuses impossibilités et ses ardentes prétentions à l'essai pratique. Les conceptions simples, unitaires et optimistes des réformateurs heurtent partout la nature humaine. Aucun socialiste ne veut en convenir mais tous le sentent, et l'on voit les critiques se faire jour.

Cependant cette hésitation n'est pas pour le socialisme un indice de recul et de doute. C'est au contraire la preuve de l'émulation des ardents représentants de cette doctrine alors « éclatante de poésie, de jeunesse et de foi (2) ».

Cette jeunesse et cette foi, et aussi cette poésie, c'est-à-dire cette absence de sens scientifique, cette imagination d'utopiste, furent cause de longs tâtonnements, et la doc-

(1) B. Malon, *Le socialisme intégral*, note de la p. 145, t. 1^{er}.

(2) *Ibid.*, p. 25.

trine ne paraît pas prête encore à faire à la réalité, malgré la notion confuse qu'elle paraît en avoir, tous les sacrifices qu'elle comporte. Malgré tous ses efforts, elle est loin (et aujourd'hui même encore) d'avoir trouvé la formule exacte de l'adaptation pratique.

Certains auteurs font même à cette époque un véritable mouvement de recul dans cet ordre d'idées, pendant que d'autres font de réels progrès, et Malon nous paraît avoir parfaitement caractérisé l'époque par ce mot : « Le socialisme erre dans les sentiers de la libre recherche. »

C'est ainsi que Pierre Leroux, ancien disciple d'Enfantin à la communauté Saint-Simonienne de la rue Montsigny et qui s'en sépara lors de l'invention du couple prêtre en 1831, entreprend d'unifier et d'amalgamer les systèmes déjà trop généraux et trop unitaires de Saint-Simon, d'Owen et de Fourier, construisant en quelque sorte l'utopie de ces utopies et devient de l'avis même de Malon, si tendre cependant pour cette époque, presque incompréhensible, et « d'un vague insaisissable (1) ».

Buchez (2) veut réaliser pratiquement les commandements de la morale chrétienne, œuvre difficile comme nous le verrons en étudiant Pecqueur, dont il est quelque peu parent quant à ce côté religieux de sa doctrine. Il se montre avec cela parfait communiste, ce qui est difficile à concilier avec son christianisme.

Raspail se fait remarquer par ses idées avancées sur la

(1) B. Malon, *Le socialisme intégral*, t. 1.

(2) Buchez, dans le *Réformateur*, année 1835.

responsabilité morale, disant du criminel : « On ne se venge pas d'un malade, on le soigne pour le rendre à la société. »

Enfin Cabet revient au communisme pur et en tente l'application pratique, comme on le sait, sans qu'un seul de ses Icariens ait goûté le bonheur promis.

Ceux-là étaient presque plus utopistes encore que leurs deux grands inspireurs et devanciers (1). Nous verrons dans la suite de ce travail qu'il y eut aussi des hommes moins absolument rêveurs, que l'on peut classer entre ce socialisme d'imagination, et celui qui, de nos jours, prétend à la vérité scientifique.

§ 5. — Conclusion du chapitre I^{er}.

Quelques efforts, que nous ayons pu constater, dans la période que nous venons d'étudier, vers la portée pratique et la possibilité d'application, vers la concordance du système avec les trop réelles nécessités de la nature humaine, il faut reconnaître que son socialisme est loin encore sur ce point du socialisme scientifique de Marx et des siens, Ceux-ci prétendent être non seulement applicables, et en effet leurs théories sont moins utopiques, mais encore proposer des solutions fatales.

(1) Nous laisserons complètement de côté Proudhon, bien qu'il soit parfois remarquable dans la critique sociale. Très inconséquent, il est difficile de dire au juste ce qu'est son mutuellisme. L'idée principale qu'il ait émise est celle de la gratuité du crédit, qui est aussi un peu à Vidal. D'ailleurs Proudhon est presque par ses écrits complètement postérieur à Pecqueur et à Vidal. L'œuvre principale de ce dernier, postérieure d'ailleurs à celles de Pecqueur, date elle-même de 1846.

Saint-Simon nous laisse entrevoir le souci de la production, et l'organisation de cette production sur des bases, plus sociales qu'à son époque. Ce souci de production industrielle, et cette vision du pays transformé en vaste usine concorde jusqu'à un certain point avec les visions collectivistes. Mais, que dire de la centralisation de la direction dans les mains d'un chef omnipotent, omniscient et parfaite image de la justice ? Que dire aussi de cette parfaite obéissance qui pliera tous les fronts devant ce chef ?

D'autre part Fourier qui comprend ce qu'a d'absurde le communisme absolu le mitige, le restreint, et en arrive à la coopération. Mais aussi, son optimisme le fait frère de Morus, et le respect de la hiérarchie, la moutonnière douceur de ses phalanstériens le font tomber dans l'utopie absolue.

Nous avons vu leurs successeurs s'enfoncer de plus en plus vers l'irréalisable. Et cependant, hautes têtes du parti et humbles comparses, tous ont foi dans leurs rêves, tous luttent pour le faire appliquer. Ainsi s'est accomplie une première évolution qui de l'idée philosophique du socialisme a fait un véritable parti politique.

Les efforts vers la portée pratique que nous avons constatés plus haut sont un résultat de cette orientation vers la politique. Et c'est elle aussi qui a doté le monde du socialisme qui se nomme scientifique, et paraît représenter le dernier pas fait vers l'application.

Mais, entre le collectivisme scientifique et le socialisme de Saint-Simon et de Fourier, il y a place pour une autre

doctrine, doctrine intermédiaire qui fut celle de Pecqueur et de Vidal ; nous allons donc étudier en quelques mots le collectivisme scientifique : ainsi, nous aurons exposé les deux termes extrêmes d'une évolution, dont Pecqueur et Vidal nous paraissent avoir préparé et accentué le mouvement.

CHAPITRE II

LE COLLECTIVISME SCIENTIFIQUE.

Ce fut une véritable révolution dans le monde socialiste que produisit la lecture du « Capital » de Karl Marx. L'on était en effet peut-être un peu las des revendications déclamatoires qui faisaient à peu près tous les frais des publications des hommes de ce parti. On paraissait attendre d'eux le bouleversement, si souvent annoncé, de l'ordre économique d'alors, la critique victorieuse et sans réplique et on crut la trouver dans ce livre.

D'ailleurs, on ne se rendait pas un compte très exact du chemin parcouru par la doctrine depuis la révolution ; et les dernières modifications, profondes pourtant, apportées aux idées des premiers socialistes n'étaient pas jugées à leur juste valeur.

D'autre part, Karl Marx se distinguait de tous ses devanciers, comme on (1) l'a très excellemment mis en lumière mainte fois à trois points de vue principaux :

- 1° Par la position donnée par lui à la question sociale ;
- 2° Par la critique sociale ;

(1) Notamment M. Bourguin, *Revue d'écon. pol.*, année 1893, Marx et Proudhon.

3° Par la solution donnée à la question sociale ; sauf réserves sur les deux derniers points nous adhérons pleinement à cette opinion.

§ 1. — Position donnée par Karl Marx à la question sociale.

MM. Rouanet (1), Lafargue (2) et bien d'autres ont dégagé ce point de vue sous le titre de matérialisme de Karl Marx ; et ce matérialisme a fait nommer son école « socialisme de ventre ».

Le matérialisme économique de Karl Marx n'est d'ailleurs que l'expression partielle de sa conception philosophique générale dans laquelle tout se ramène à la question du vivre.

Tel est aussi son concept philosophique (3) de l'histoire dont l'étude nous paraît nécessaire ici pour rendre plus claire l'exposition de son système.

Dans son *Manifeste du parti communiste*, il nous apprend que les historiens n'ont vu généralement dans l'histoire que le côté purement superficiel. Ils ont donné sur les événements, l'opinion même des hommes qui y ont pris part. Ces hommes se sont formé à eux-mêmes une théorie des causes et des conséquences sur laquelle ils ont réglé leur conduite. Cependant la véritable raison des faits

(1) Rouanet, *Le matérialisme de Marx et le socialisme français* (*Revue socialiste*, année 1886).

(2) Lafargue, *Cours d'économie sociale*, Le matérialisme économique de Karl Marx.

(3) P. Boz, *Le matérialisme historique d'après Marx et ses disciples* (*Revue socialiste*, année 1893).

leur échappait toujours. Cette raison étant dans l'éternel devenir social, elle leur échappait parce que si nous ne percevons pas nous-même les influences qui déterminent réellement nos actes, et qui sont l'hérédité, notre complexion physique, etc., à plus forte raison ne devons-nous pas saisir la raison des phénomènes, des événements sociaux et politiques qui ont leur source dans l'état social de leur moment (1). En un mot : « tout ce qui est arrivé dans l'histoire est l'œuvre de l'homme mais ne fut que très rarement le résultat du choix d'une raison critique et d'une volonté raisonnante (2). »

Si donc on veut saisir le véritable sens de l'histoire, le véritable enchaînement des faits, il faut, « Dépouiller les faits historiques de ces enveloppes que les faits eux-mêmes revêtent tandis qu'ils évoluent ». Leur véritable genèse n'est pas celle dont leurs acteurs ont eu l'idée.

En procédant de la sorte, toujours d'après Marx, on ne tarde pas à voir que l'événement social a pour source vive, l'état où se trouve la technique à chaque moment de l'histoire : « C'est-à-dire les conditions du développement du travail et des instruments qui lui sont appropriés (3) ».

Ainsi, l'état n'est que l'expression des forces employées « à garantir ou à perpétuer un mode d'association dont le fondement est une des formes de production économi-

(1) Antonio Labriola, *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire*.

(2) Marx cité par Labriola, *ibid.*, p. 149.

(3) Labriola, *Conception matérialiste de l'histoire*, p. 139, citation de K. Marx.

que » (1). Ses intérêts se confondent donc avec ceux de la classe dirigeante qui l'a établi, et le droit n'est plus que « la défense coutumière, autoritaire ou judiciaire d'un intérêt déterminé (2) » ou encore, que « l'expression des intérêts qui ont triomphé », par conséquent, il se réduit « à l'économie presque immédiatement ».

Voici donc, l'état et le droit réduits à l'économie. Or, l'économie à quoi se réduit-elle pour Karl Marx, à n'être elle-même qu'une constatation des phases successives de l'éternel devenir matériel, qui va, se développant par rapport aux besoins humains, mais absolument en dehors de toute conscience et de toute volonté. Cette science n'est que l'expression de la question durer, c'est-à-dire se nourrir et se reproduire, dans une époque donnée par rapport à toutes les autres (3).

Que deviennent dans cette conception les idées de justice et de droit, qui sont comme les lumières, les idéales directrices parfois peu sûres il est vrai des socialistes que nous avons déjà étudiés ? La réponse est simple, elles disparaissent. La vie matérielle de l'humanité s'est manifestée sous une série de formes déterminées ; ces formes sont différentes aujourd'hui de ce qu'elles furent il y a cinq cents ans ; dans quelques siècles elles auront changé encore, suivant la direction, et selon l'ordre que nous in-

(1) *Ibid.*, p. 225.

(2) *Ibid.*, p. 237.

(3) P. Boz, *Le matérialisme historique d'après K. Marx et ses disciples* (Revue socialiste, année 1893).

diquent l'expérience et l'histoire. Voilà tout ce qu'il y a dans la vie de l'humanité.

Nous nous résumerons donc d'un mot, et il est de Marx lui-même : « La méthode de production de la vie matérielle, détermine le mode de la vie sociale, politique, et en général de la vie spirituelle ; ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son état, mais cet état, l'état social, qui détermine sa conscience » (1).

Ne voir rien d'autre dans tous les phénomènes sociaux, que des effets naturels de nécessités purement matérielles, constitue un point de vue d'une telle étroitesse qu'il paraît bien difficile de s'y maintenir ; on en voit la preuve dans la conception historique de notre auteur.

Il a beau vouloir séparer les hommes des faits, et les actes des volontés, il n'y réussit pas pleinement. Il parle d'associations, d'intérêts qui triomphent. Quel moyen de concevoir tout cela sans introduire aussi, parmi les causes des phénomènes enregistrés par l'histoire, l'influence de la volonté humaine, qui elle, n'est que la servante, à la fois de la raison et des divers états passionnels des individus.

Mais admettons encore avec Marx que ces raisonnements et ces passions ne soient que le reflet idéalisé du milieu naturel qui les a engendrés ; ce que l'on ne saurait alors nier, nous semble-t-il, c'est l'influence comme par répercussion des volontés humaines, sur les phénomènes, qui, suivant

(1) K. Marx, *Critique de l'Economie politique*, préface.

Marx, sont la cause de leur existence, l'influence de la volonté sur la durée du milieu physique ; qui prétendra par exemple que le désordre économique et politique qui fit naître la féodalité, ait duré autant que cette féodalité même, et que les institutions économiques qui l'accompagnèrent, telles que les banalités ou autres particularités de cette époque ? Qu'est-ce donc qui a permis à la féodalité de durer plus que les causes matérielles qui l'avaient en partie fait naître, sinon la volonté de ceux dont les intérêts avaient « triomphé » et qui jugeaient bonne leur situation ?

Karl Marx d'ailleurs, est lui-même vacillant sur ce point puisqu'il admet, comme nous l'avons vu dans les précédentes citations, que des associations « peuvent assurer la durée » d'un mode de production.

Rester toujours aussi franchement matérialiste était de même très difficile en économie politique ; il l'a tenté, y a-t-il toujours réussi ? Sans contredit il a fait de grands efforts pour cela. Il a notamment chassé de son livre *Le Capital*, toute trace d'idée de responsabilité et de justice ; il a fait abstraction de toute notion de morale. Tel est par exemple le passage auquel, dans un article déjà cité, fait allusion M. Bourguin. Après avoir péniblement constaté que la cause de la valeur est tout entière dans le travail social que contient un objet, que l'ouvrier y met tout ce travail et doit par conséquent recevoir l'équivalent de ce qu'il donne, que ce même ouvrier est loin de recevoir autant sous le régime de production capitaliste, il ne se révolte

pas à l'idée de l'injustice d'une pareille répartition. Il se contente d'étudier froidement le résultat social de la lésion habituelle que subit l'ouvrier dans ses intérêts, et il y voit non pas une injustice, mais simplement la cause fatale d'un collectivisme plus ou moins éloigné.

Ce matérialisme outré n'est pas le moindre défaut de Marx ; c'est, nous semble-t-il, singulièrement rétrécir la question sociale que de l'enfermer dans cette étroite enceinte du vivre, comme nous le verrons plus loin en nous occupant de la conception plus large (trop peut-être) de Pecqueur et de Vidal.

Cependant, cette conception était nécessaire pour que Marx pût, avec quelque chance de convaincre, soutenir sa thèse de l'accumulation capitaliste. Peut-être celle-ci deviendrait-elle une réalité, si vraiment tous les actes humains n'étaient que le résultat des influences des divers milieux matériels. Mais heureusement la conception Marxiste est impuissante à changer la réelle nature des choses, et la véritable raison des phénomènes économiques.

En terminant il importe de remarquer que ce matérialisme économique ne diffère de celui de l'Ecole anglaise classique que, en ce que Marx a pénétré l'économie sociale de l'idée de l'évolution historique. Son matérialisme n'est pas immobile comme celui de Ricardo, et l'on peut dire que par là, sa conception devient vraiment originale ; et cela un peu malgré lui-même, puisqu'il repousse âprement l'influence des idées d'Auguste Comte (1) sur la dynami-

(1) K. Marx, *Le Capital*, trad. de J. Rey. Edition Collomb et Brulé, p. 349.

que et prétend n'en avoir pas fait usage. En réalité, il a uni la méthode d'investigation historique aux procédés déductifs de l'Ecole anglaise. Cette opinion n'est pas d'ailleurs l'opinion commune. Ainsi en 1871 la *Revue positiviste* accuse Marx d'avoir fait de la pure métaphysique. Siéber est d'avis que son procédé est la pure déduction de l'Ecole anglaise. Maurice Block (1) déclare cette méthode analytique. On peut tout au moins conclure de cette divergence que le système de Marx offre quelques obscurités.

Il semble que l'on peut résumer assez brièvement tout ce que nous venons de dire, et faire voir en même temps que l'originalité de Marx consiste à avoir su unir les procédés de l'Ecole anglaise à ceux d'Auguste Comte.

D'abord toute sa métaphysique peut se réduire à ceci : L'idée n'est pas la cause efficiente du fait, mais au contraire le fait est la cause de l'idée. Il caractérise lui-même cette conception dans son œuvre principale, par une phrase qui demeure incompréhensible pour qui n'a lu de lui *Le Capital*. « La dialectique de Hegel marche sur la tête, il suffit de la remettre sur les pieds pour lui trouver la physiologie tout à fait raisonnable » (2).

On sait en effet que pour Hegel, tout au rebours de ce que croit Marx, le fait matériel n'est que la représentation de l'idée que nous pouvons avoir ; la réalité n'est que la forme phénoménale de l'idée.

(1) *Théoriciens du socialisme en Allemagne* (*Journal des Economistes*, année 1872).

(2) K. Marx, *Le Capital* (v. note précéd.), p. 349.

Quant à l'influence des théories positivistes sur Marx, elle apparaît avec évidence dans l'assurance avec laquelle il croit à l'ordonnance chronologique ou historique des phénomènes sociaux, la forme sociale évolue perpétuellement, et chaque instant particulier porte en lui les causes et les raisons de l'instant suivant, qui est ainsi fatalement amené par le premier.

Il y a donc deux bases principales à sa conception :

1° L'évolution chronologique suivant des causes procédant les unes des autres.

2° L'impuissance de la volonté ou de l'idée sur cette évolution.

Il faudra donc, pour étudier l'économie d'une façon scientifique, observer purement et simplement les faits générateurs d'autres faits, et ne tenir aucun compte des données psychologiques, puisque l'âme humaine n'a aucune influence sur la causation des phénomènes sociaux.

Marx a joint à ces procédés d'investigation ceux de l'Ecole anglaise : telle est par exemple sa théorie simplifiée à outrance de la production. N'est-elle pas quelque chose comme un schéma, comme une figure commode pour la simplification de l'analyse ? Est-elle même bien conforme à l'économie réelle ? Il semble que ce soit là une création comparable de tous points à celle du fameux homme économique de l'Ecole ricardienne.

§ 2. — La critique sociale marxiste.

L'économie libérale anglaise laissait subsister dans toute leur intégrité, les institutions économiques qu'elle avait sous les yeux, telles que la propriété, le capital, etc., et se bornait à expliquer leur rôle dans la « recherche de la richesse ». Aussi les socialistes ont-ils toujours à juste titre confondu dans leurs attaques et leurs critiques cette société et cette doctrine.

D'autre part, cette économie s'était cantonnée dans la constatation de phénomènes purement matériels qui accompagnent la recherche des richesses, elle n'avait par conséquent d'autre prétention que la vérité, la réalité en quelque sorte matérielle des diverses conclusions qu'elle pouvait tirer dans cet ordre d'idées du principe de la liberté naturelle.

Ceci une fois bien établi, et sauf les réserves que nous formulerons au sujet de Vidal, que toutes les critiques socialistes avaient jusque-là porté à faux.

Lorsqu'une science n'a d'autre ambition que celle d'observer des faits et d'enseigner les lois suivant lesquelles ils se succèdent, cette science est naturellement indifférente au point de vue moral. Si elle constate des phénomènes qui en quelque chose paraissent aller à l'encontre des principes de l'éthique, elle est obligée de passer outre, son rôle se bornant à éclairer, à disséquer, à expliquer la réalité ; c'est ce que voulait faire l'économie libérale.

Elle laissait entrevoir une société où le mal existait,

mais elle avançait aussi que les misères sont fatales, que seule la liberté est susceptible de les atténuer, en rendant leurs causes principales, les diverses crises économiques, moins longues et moins intenses.

Mais, voici que les socialistes s'insurgeaient contre ces constatations, criaient à l'injustice, et condamnaient, en déchargeant sur elles toutes leurs colères, une science mauvaise parce qu'elle admettait l'existence fatale du mal. Leurs cris ne pouvaient rien enlever à la justesse des théories de leurs adversaires, si justesse il y avait (ce qui est certain en tant que ces théories admettaient l'impossibilité de détourner toute misère et toute souffrance de l'humanité).

Il aurait fallu que les socialistes puissent prouver, chiffres en mains, que les conclusions libérales étaient fausses, en un mot que cette économie n'était pas moralement mauvaise mais bien scientifiquement fausse.

Il fallait pour cela se placer dans l'ordre d'idées qu'elle avait choisi, prendre en main ses propres armes et lutter corps à corps sur le terrain qu'elle avait choisi.

C'est ce qu'a fait Karl Marx. Il a enfermé la question sociale dans le champ étroit du matérialisme que nous avons défini plus haut. Puis reprenant pour son propre compte, en y ajoutant l'observation historique, des raisonnements identiques à ceux de l'économie libérale, il a tenté de la jeter à bas d'un seul bloc et comme d'un seul coup d'épaulé. Il a voulu montrer en effet que cette école s'était grossièrement trompée, que rien n'est stable dans

le monde économique, et que la science fondée par A. Smith n'était déjà plus qu'une science morte et passée. Car les principes individualistes qui régissent encore la société, avec leur annexe la propriété privée, entraînent fatalement l'ordre social vers des modes nouveaux complètement opposés à ceux que cette science croyait immuables. En un mot, notre société individualiste est, croit-il, engagée sur une pente qui la conduira fatalement au collectivisme et à l'absorption de l'individu dans l'Etat.

§ 3. — **Théorie Marxiste. — Accumulation des capitaux.**

La théorie de K. Marx sur la valeur est, dans son œuvre générale, d'une telle importance, elle éclaire d'un jour si vif son système de critique sociale en montrant comment il se place sur le terrain de l'école classique anglaise que nous nous croyons forcé d'en dire quelques mots bien que Pecqueur et Vidal n'aient rien de commun avec lui sur ce sujet.

Pour le prophète du collectivisme scientifique, la richesse (1) des nations consiste actuellement en un vaste amas de marchandises (2).

La marchandise est un objet extérieur et utile, l'utilité donne à une chose sa valeur d'usage.

(1) Karl Marx, *Le Capital*, p. 1 et suiv. (V. notes précéd.).

(2) Première erreur. La marchandise peut-elle comprendre tous les capitaux, machines, terrains améliorés, etc. ? Comprend-elle aussi les richesses immatérielles, telles que l'instruction professionnelle par exemple.

Cette valeur d'usage, utilité, forme donc la base matérielle de la richesse.

D'autre part, la valeur d'échange n'est que le rapport dans lequel les valeurs d'usage peuvent quantitativement s'échanger entre elles. Cette valeur est relative, elle varie suivant le lieu, suivant le temps. Mais en tout temps, une quantité quelconque de marchandise peut être représentée par des quantités corrélatives d'autres marchandises. C'est-à-dire que l'on pourra toujours échanger une quantité C de froment contre des quantités x y z de fer, de soie ou de pain.

Cela est le rapport valeur d'échange. Qu'est-ce qui détermine ce rapport ? Ce n'est pas une qualité intrinsèque de la marchandise.

La qualité intrinsèque de la marchandise, l'utilité, ne lui donne que la valeur d'usage. Mais elle a une qualité extrinsèque : pour pouvoir être employée et devenir marchandise toute valeur d'usage nécessite du travail. Comment se comportent ces deux qualités dans l'échange.

D'abord, dans tout échange, il est certain que l'on fait abstraction de l'utilité des objets « car dans un échange une valeur d'utilité vaut précisément autant qu'une autre pourvu qu'elle se trouve en proportion convenable (1) ». Ce qui revient à dire que la présence de deux quantités égales d'utilité dans chacun des membres de l'équation permet d'en faire l'annulation.

(1) *Le Capital*, p. 2.

Qu'est-ce donc qui reste aux objets pour leur donner la valeur d'échange ? Ce qui reste c'est qu'ils contiennent du travail humain. Non pas le travail de tel maladroit ou de tel habile ouvrier, mais le travail moyen socialement nécessaire à la production de chaque objet ; ce qui est une erreur, même en admettant le premier raisonnement d'escamotage de la valeur d'usage qui ne se comprend d'ailleurs qu'à demi. En effet ce qui reste alors à l'objet comme *substratum* de sa valeur d'échange c'est un ensemble de qualités que l'on peut désigner sous le terme de difficulté d'acquisition, et qui comprend, le travail, du patron, des ouvriers, des savants sur les données desquels la production est organisée et la rareté de l'objet lui-même, qualité que l'on ne peut ramener complètement au travail.

Mais, reprenons la théorie Marxiste de la valeur. La seule cause de la valeur d'échange est donc le travail social humain. La durée de ce travail d'énergie moyenne et constante par conséquent, venant à varier, la valeur d'échange des objets variera aussi (1).

Qu'est-ce à présent que le capital ? C'est une somme ou une valeur qui s'augmente sans cesse et cela par le mécanisme suivant.

Un cultivateur vend un boisseau de blé 20 francs, à l'aide de ces 20 francs il achète un habit, le circuit économique

(1) Marx néglige ici complètement l'effet de l'offre et de la demande dont cependant l'influence sur la valeur d'échange est nette comme le démontre la théorie du Couple limite. D'ailleurs, p. 15, Marx réfute lui-même cette théorie, constatant que le diamant, par exemple, a coûté au Brésil plus de travail que le café et n'a produit qu'une valeur inférieure.

de la valeur du blé est terminé, l'habit usé il ne reste rien, ces 20 francs ne sont pas du capital proprement dit.

Mais au contraire le possesseur d'une somme d'argent achète des marchandises pour les revendre à profit, ce qui peut se figurer : argent, — marchandises, — argent ; ou 100 — marchandises — 110. Mais ces 10 de bénéfice ne se distinguent en rien de la somme primitive, le capital se trouve sans cause augmenté de 10. Les 110 recueillis, rejetés dans la circulation, reviendront 122 et ainsi de suite. C'est ainsi que peut se former le capital.

Il y aurait trop à reprendre dans une pareille théorie, il n'y a qu'à s'en rapporter à ce qu'ont dit tous les économistes dignes de ce nom, sur ce sujet (1).

Le capital peut d'ailleurs se former d'une autre façon aussi normale(2). Le propriétaire d'une somme d'un capital achètera de la force de travail (3), soit un jour de travail d'ouvrier. Il l'a payée à sa juste valeur d'échange, égale comme nous le savons au travail social nécessaire à la production de cette force que nous exprimerons par 3 schellings. Cette somme représentant 6 heures du travail socialement nécessaire à la production de la quantité 3 schellings du métal étalon de la valeur, l'or ; il faut en d'autres termes six heures de travail social pour produire la subsistance de l'ouvrier. Notre capitaliste achètera de même et sur la même base de valeur d'échange, du coton, des broches,

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Écon. pol.* ; Villey, *Socialisme contemp.*

(2) *Le Capital*, p. 71 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 76 et suiv.

des machines et destinera le tout à produire des filés.

Il emploie 10 livres de coton par jour, soit 10 schellings. Imaginons à présent que les broches constituent à elles seules les machines, et que leur usure journalière ou dépense en broches soit de 2 schellings. Nous avons comme valeur des matières premières et des instruments, la somme de 12 schellings qui représentent aussi la valeur de deux journées de travail. Nous avons dit en effet que la valeur de la force de travail d'une journée est équivalente à 6 heures de travail social, type, celui qui est destiné à la production de l'or, soit 3 schellings.

Or, notre fileur, payé 3 schellings, convertit en 1 heure 1 livre $2/3$ de coton en 1 livre $2/3$ de filés. En 6 heures il convertira 10 livres de coton en 10 livres de filés. Ces dix livres vaudront 10 schellings pour le coton, 2 pour l'usure des broches, 3 pour le travail incorporé, soit 15 schellings. Le coton primitif vaut donc 3 francs de plus une fois filé.

Mais 15 schellings représentent juste le débours du capitaliste ; il n'a donc rien gagné du tout sur son opération. Alors, il se souvient que si 3 schellings représentent 6 heures de travail, il s'est pour ce prix procuré une journée de travail, l'homme étant un producteur de force. Au lieu de le faire travailler 6 heures, il le fera travailler 12.

Alors, il y aura 20 livres de coton converties en 20 livres de filés. Or, comme 10 livres valent 15 schellings soit 5 journées de force de travail, 20 livres en vaudront 30 soit 10 journées. Ces 30 schellings auront été produits en en déboursant seulement 27. Il reste au patron un bénéfice

de 3 schellings pour les 6 heures de surtravail fournies par l'ouvrier au patron.

Tout cela est assez ingénieusement arrangé si on admet pour vraie l'idée que la valeur d'échange est égale au travail social contenu dans un objet, or nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette théorie. Quoi qu'il en soit, on peut très bien apercevoir par ce que nous venons de dire comment Karl Marx procède dans la critique sociale ; on peut se rendre compte qu'il est raisonnable de dire que cet auteur descend dans l'arène de la technique et lutte chiffres en mains.

Revenons à la théorie Marxiste. Quelle va être la conséquence sociale de cette lésion de 3 schellings par jour, faite à l'ouvrier auquel on impose le surtravail.

Ce surtravail donne au profit du patron une plus-value aux objets produits. Cette plus-value qui est au capital variable employé à l'achat des forces et des matières premières, comme le surtravail est au travail nécessaire, va se transformer à son tour en capital (1) qui lui aussi lancé dans la circulation sous forme de capital variable produira de nouvelles plus-values et ainsi de suite.

De là vient la tendance à l'accumulation capitaliste. Une première accumulation permet de nouvelles inventions qui doubleront la plus-value en raccourcissant de moitié peut-être le temps socialement nécessaire au filage (2), ce qui accélèrera de plus en plus l'accumulation des capitaux.

(1) *Le Capital*, p. 255 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 285.

En outre (chapitres 26 et 27 du *Capital*), les mêmes lois s'appliquant à l'industrie agricole, la même accumulation se produira fatalement pour les terrains.

Dans les chapitres 28 à 32 il étudie la prétendue marche historique de cette accumulation. Elle se traduit par la dépossession du producteur primitif, c'est-à-dire de celui qui applique sa propre force de travail sur des matières premières qui lui appartiennent à l'aide d'instruments, qui sont aussi sa propriété.

Que faut-il en induire pour l'avenir ? Ce mouvement d'accumulation ira en s'augmentant, en s'accéléralant de plus en plus. Chaque producteur au capital le plus fort, bénéficiant d'une plus-value plus considérable, pourra détruire et absorber le producteur au capital plus faible.

Ainsi, peu à peu, terres et capitaux se trouveront réunis dans les mains de quelques rares potentats de la production et voici quelle sera la conclusion : « Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui, de fait, repose déjà sur un mode de travail collectif. Là il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs, ici il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse (1). »

Voilà donc la socialisation des capitaux et des instru-

(1) *Le Capital*, p. 345.

ments de travail produite par l'évolution fatale du devenir social.

Nous avons vu que Karl Marx emploie deux méthodes de raisonnement, l'induction et la déduction. Il est déductif dans son étude du mode actuel de la production et nous avons constaté que ces déductions sont fausses par leur base, qui est la théorie erronée de la valeur.

Il est inductif dans son étude de l'évolution qu'il fait d'après l'histoire et là encore il est un faux prophète. La statistique démontre que, tous les jours, la petite et la moyenne propriété gagnent du terrain.

De plus en plus aussi la présence des petites bourses capitalistes dans des entreprises collectives plus ou moins fructueuses, démontre la diffusion du capital et l'usage de plus en plus fructueux que savent en faire un nombre de plus en plus grand d'individus.

Cependant on peut dire qu'en Karl Marx est tout le collectivisme scientifique !

DEUXIÈME PARTIE

PECQUEUR ET VIDAL

Avant d'aborder l'étude des œuvres de Pecqueur et de Vidal nous donnerons sur chacun d'eux quelques indications biographiques. Nous indiquerons ensuite de quelle façon il nous a paru utile d'étudier leurs œuvres, étant donné que nous les considérons comme ayant préparé en France la transition entre le socialisme utopique et le socialisme scientifique (et nous venons de voir ce qu'il faut entendre par ces termes).

I. Pecqueur est né à Arleux dans le département du Nord, le 4 octobre 1801. Porté par la lecture approfondie des œuvres de J.-J. Rousseau, vers l'étude des questions sociales, il se sentit attiré vers le Saint-Simonisme dès les premières manifestations de cette école. Il ne fut cependant jamais un Saint-Simonien avéré ; il étudia plutôt qu'il ne pratiqua les doctrines de cette école, il parcourut aussi les ouvrages d'Owen, ceux de Fourier et ne tarda pas à se faire un système à lui. C'est de 1838 à 1850 que se place la période la plus active de sa vie, celle pendant laquelle il a publié la plupart de ses œuvres.

Après la révolution de Février, Pecqueur fut nommé sous-

bibliothécaire à l'Assemblée nationale ; il resta dans cette fonction même après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et jusqu'à sa mort (1).

D'un caractère doux et religieux, il n'eut guère d'ennemis et ses œuvres furent généralement jugées sans passion par ses contemporains.

Il écrivit dans tous les journaux favorables aux idées nouvelles : le *Globe*, le *Phalanstère*, la *Revue du Progrès*, la *Presse*, la *Réforme*, la *Revue indépendante*.

Il travailla aussi au Dictionnaire de la conversation et à l'Encyclopédie moderne.

Il publia un certain nombre d'écrits dont l'un fut couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Il avait pour titre : *Des intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la civilisation en général, sous l'influence des applications de la vapeur* (1839). Il parut de cet ouvrage deux éditions.

Vint ensuite : *Des améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté*, 1839, livre qui eut plusieurs éditions. Cet ouvrage s'adresse à la jeunesse et contient dans sa préface un plan d'éducation encyclopédique pour le vrai citoyen dont la largeur est positivement effrayante. L'œuvre elle-même est une sorte d'introduction religieuse morale et philosophique à l'étude des sciences économiques, elle n'offre plus beaucoup d'intérêt.

Il publia encore en 1840 des *Lettres au ministre des tra-*

(1) Mort à Paris en 1859.

vaux publics, et, De la législation et du mode d'exécution des chemins de fer. La Société de la morale chrétienne couronna ces deux ouvrages.

En 1842 parut une œuvre assez bizarre et au long titre double comme en avaient presque toutes les œuvres de cette époque : *De la paix : de son principe et de sa réalisation, et des armées dans leurs rapports avec l'industrie ou des devoirs civiques des militaires.*

Enfin, son œuvre capitale, celle qui résume toutes les autres, et qui contient son projet d'association, la seule création originale que l'on puisse découvrir chez lui date de 1842, elle a pour titre : *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique, ou étude sur l'organisation des Sociétés.*

Il fit paraître ensuite *La République de Dieu : Union religieuse pour la pratique immédiate de l'égalité et de la fraternité universelles* (1842).

En 1849 il fonda un journal : *Le salut du Peuple ; journal de science sociale*, qui eut une existence des plus éphémères, il n'en parut que six cahiers.

II. Vidal non seulement connut Constantin Pecqueur mais encore fut, dit-on (1), son ami ; en tous cas, ils travaillèrent en commun (2). François Vidal naquit à Coutras (3), département de la Gironde. Il eut de bonne heure le goût des sciences économiques. Il étudia à fond les écrits de Saint-Simon et ceux de Fourier. Comme Pecqueur, il eut

(1) B. Malon, *Socialisme intégral*, t. I.

(2) Villey, *Le socialisme contemporain*, p. 93.

(3) En 1814.

suffisamment de sens pour ne pas verser dans les mêmes exagérations que ces auteurs et il sut rester indépendant.

Il publia dans *La Presse* et dans la *Revue indépendante* de rudes articles de polémique contre Bastiat.

Vers 1844, il devint employé de la préfecture de la Seine, et s'occupa des expropriations occasionnées par les travaux de fortifications de Paris.

En 1848 il fut nommé par Louis Blanc secrétaire de la commission du Luxembourg.

Vers 1835 il avait été rédacteur de la *Démocratie pacifique*, aussi, lorsque A. Toussenel entreprit de diriger le journal *Le Travail affranchi*, il s'empressa de s'adjoindre Vidal, 1849.

Le 10 mars 1850 il fut nommé représentant du peuple avec de Flotte et Carnot, l'ancien saint-simonien. A l'assemblée, il siégea jusqu'à la dissolution sur les bancs de l'extrême-gauche. Il quitta Paris après le 2 décembre 1851 et vécut dans la retraite jusqu'à sa mort (1).

En 1835 il avait publié un certain nombre d'opuscules touchant diverses questions financières. Il collabora aussi à *La Presse* et à la *Revue indépendante*.

C'est en 1846 qu'il publia la principale de ses œuvres : *De la répartition des richesses, ou de la justice distributive en économie sociale*. Livre vigoureux surtout dans sa partie critique qui contient à peu près tout ce que le socialisme doit à Vidal.

(1) Février 1872.

En 1848, il faisait paraître à la suite de ses travaux à la commission du Luxembourg son : *Vivre en travaillant, projets, voies et moyens de réformes sociales* qui trahit l'espoir de voir la France engagée pour jamais sous un régime socialiste.

On a encore de lui : *Organisation du crédit personnel et réel mobilier et immobilier* (1851) contenu en partie dans *Vivre en travaillant*.

Enfin en 1860 il publie la *Théologie de la religion naturelle*.

III. La plus grande originalité de Pecqueur et de Vidal consiste précisément en ce qu'ils n'ont pas été aussi originaux ou pour mieux dire aussi bizarres que leurs devanciers et qu'ils ont su mettre dans les doctrines socialistes un peu de ce sens commun qui leur avait manqué jusqu'alors.

Il faut donc s'attendre à ne trouver chez ces auteurs, ni conception de pure imagination, où tout se range dans un système impeccable, ni théorie hérissée de syllogismes et lourde à se mouvoir comme une machine de guerre. Ils ont simplement choisi chez leurs devanciers ce qu'ils ont trouvé de plus réalisable. Cette qualité d'homme au sens plus juste a valu à Pecqueur de découvrir la formule d'un collectivisme auquel on n'a rien pu changer depuis, et à Vidal de trouver le secret de la vraie critique sociale, dont Marx a depuis montré toute la puissance.

En un mot, en unissant Vidal et Pecqueur, on obtient une théorie socialiste déjà solide, le premier démolissant

l'ordre social, le second le reconstruisant sur de nouvelles bases.

Nous étudierons donc chez nos auteurs, les points qui les rapprochent le plus du socialisme scientifique, et qui sont, l'invention de la formule même du collectivisme, et une critique sociale sérieuse basée sur des données économiques.

Nous verrons ensuite le côté de leur caractère qui les éloigne des doctrines actuelles, et qui est la façon dont ils ont conçu la science économique au point de vue général. Profondément spiritualistes et moralistes, ils s'éloignent par là, et se placent même complètement à l'opposé du matérialisme qui est le fond de la théorie marxiste.

CHAPITRE PREMIER

LE COLLECTIVISME DE PECQUEUR, ET LES VUES DE VIDAL SUR
LES MODIFICATIONS A APPORTER A LA CONSTITUTION DE LA
SOCIÉTÉ.

§ 1. — Le collectivisme de Pecqueur.

Que le communisme pur que l'on a souvent caractérisé par le terme de prise au tas, soit par essence impraticable et impossible, soit en un mot une véritable utopie, c'est ce que presque tous les auteurs socialistes ont senti.

Aussi à part les utopistes purs et quelques socialistes de second ordre, voyons-nous tous les auteurs de cette époque tâcher de le réduire, de le limiter, de le réglementer.

Mais l'amalgame que ces auteurs font du communisme et de la propriété privée est plus ou moins heureux, et en général peu nettement défini. Il l'est si peu dans Saint-Simon que l'on a discuté sur le point de savoir s'il est oui ou non communiste. Fourier laisse subsister la propriété privée dans son Phalanstère à côté de la propriété commune, dans un désordre qui promet à bref délai l'absorption de l'une de ces propriétés dans l'autre, chose que l'observation et l'histoire permettent de prophétiser à coup sûr.

I. — *Socialisation des moyens de production.*

I. Pecqueur établit nettement les limites de la propriété collective et de la propriété privée, par une distinction économique, qui a de la portée et de la clarté.

Il distingue les moyens de production, ou capitaux, qui seront être communs, d'avec les richesses produites pour l'usage, ou objets de consommation qui seront susceptibles de propriété privée. Il avait ainsi trouvé la formule du collectivisme et désigné aux attaques des socialistes la cheville ouvrière de notre ordre économique, contre laquelle ils se sont acharnés depuis : Le capital.

« Socialiser et nationaliser tous les instruments de travail, ramener l'activité et la production de tous les citoyens sans exception à l'unité et à la centralisation gouvernementale ; il suffit de ces deux grandes mesures pour obtenir la solution facile de tous les problèmes jusqu'ici irrésolubles de l'économie politique et sociale (1). »

Les moyens de production étant ainsi socialisés, chacun aura le droit et le pouvoir de les faire fructifier par son travail sans avoir à en payer de loyer et possédera tout le fruit de son travail, déduction faite des impôts prélevés par l'Etat pour la satisfaction des besoins communs.

II. Comment justifier la socialisation, et qu'est-ce que Pecqueur entend par là ?

Il nous l'apprend en ces mots (2) : « L'homme ayant de-

(1) Pecqueur, *Théorie d'économie sociale et politique*, p. 675.

(2) Pecqueur, *Ibid.*, p. 389.

vant Dieu le devoir de vivre et de se développer, a droit devant les hommes et la société à vivre et à se développer ; ayant droit de vivre et de se développer, il a droit aux instruments, aux moyens, aux conditions de sa vie et de son développement sur le pied d'égalité avec ses frères ; le droit pour chacun aux instruments, aux moyens et aux conditions en tant qu'ils dépendent de la société et de ses semblables, constitue le droit de propriété. Ces instruments, ces moyens eux-mêmes et ces conditions constituent la propriété.

Pecqueur nous paraît, et tous les socialistes ont toujours fait cette confusion, confondre ici droit et pouvoir. Et son raisonnement est comparable à celui-ci : l'homme ayant le droit de vivre a celui de ne pas mourir. Sans doute il a le droit de vivre mais en tant qu'il le peut : sans doute il a le droit de travailler mais il faut trouver du travail ; sans doute il a le droit d'être propriétaire mais il faut pour cela une propriété. De même, nous dit Pecqueur, l'ouvrier qui est obligé d'en passer par les volontés patronales et d'accepter les conditions qui lui sont faites, n'est pas libre et a le droit de se plaindre. Mais quelle liberté peut-on lui donner autre que celle dont il jouit. On est libre quand aucune loi n'oblige, et c'est son cas. Quant à affranchir l'homme de toute nécessité, et outre toute liberté lui donner tout pouvoir, adressons-nous à des dieux plus puissants que les institutions humaines, nous désirons là une chose folle et impossible.

Quoi qu'il en soit Pecqueur pense pouvoir tout aplanir

grâce à cette théorie de la socialisation et voici comment il la défend.

D'abord, il croit que beaucoup de penseurs en passent plus près qu'ils ne l'imaginent (1) en admettant la limitation des heures de travail, car ils réglementent ainsi indirectement l'usage des capitaux, ce qui constitue une intervention dans l'administration et l'utilisation des moyens de production ; de là à les socialiser il n'y a qu'un pas (?).

Loin de lui, en tous cas, l'idée de rejeter le principe de la propriété privée (2). Ce qu'il ne faut pas, c'est le droit actuel, ce *jus utendi, fruendi, et abutendi* sur la terre et les capitaux (3).

Il ne doit y avoir d'autre propriété que celle qui résulte du travail personnel de celui qui la possède, que celle qui est le salaire de son œuvre. Toute autre propriété doit être supprimée, et ce ne sera pas attenter au droit sacré de la propriété, bien loin de là ce sera le fortifier (4) et l'asseoir définitivement, puisque ce sera le rendre accessible à tous (?).

Or, s'il n'y a pas de richesse sans travail, il n'y a pas de travail possible sans matière première (5), pas non plus sans outils ou moyens de production c'est-à-dire sans capital (6).

(1) *Théorie d'économie politique*, p. 429.

(2) *Ibid.*, p. 339 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 403 et suiv.

(4) *Ibid.*, p. 403.

(5) *Ibid.*, p. 406.

(6) *Ibid.*, p. 407.

Le droit au travail résulte du droit à la vie ; certains, détenant la propriété exclusive des éléments nécessaires du travail, matière première et capital (1), forcent les ouvriers à louer leurs bras alors qu'eux-mêmes ne fournissent que de la matière ou du capital qui ne travaille pas (2), et ceux-là s'enrichissent sans rien faire.

« Cela est en quelque chose homicide » (3).

Il n'y a pour faire cesser cette injustice qu'à comprendre et organiser autrement la propriété, qu'à détruire la propriété actuelle dont la base et la première origine sont entachées d'injustice.

Ceci dit, Pecqueur n'entreprend pas de détruire la propriété capitalistique proprement dite, il se contente de faire voir comment à son sens elle lèse le droit à la vie de l'ouvrier parce qu'elle lèse son droit au travail. Il sent trop bien probablement que cette propriété a son origine dans le travail individuel par la première épargne qui a été faite sur le produit de ce travail par un ouvrier prévoyant ; que d'ailleurs cet ouvrier possède sur le fruit de ce travail un droit exclusif qu'il reconnaît lui-même ; ce produit épargné ne représente-t-il pas en effet une somme de travail qui n'a pas eu sa récompense, une somme de jouissance non éprouvée et dont le producteur s'est sciemment, mais momentanément privé ? Pourquoi donc celui qui ne sut pas épargner viendrait-il user sans dédommagement des privations et peut-être des souffrances d'un autre ? Pour-

(1) P. 407.

(2) P. 411.

(3) P. 412.

quoi pourrait-il gratuitement exercer avec l'outil, fruit de l'épargne, un travail plus productif alors qu'il n'a rien fait pour mériter ce bienfait.

Pecqueur pense remporter une victoire plus facile sur la propriété du sol. Chaque fois qu'il en parle, il la considère comme condamnée à l'avance et renvoie (1) à la fin de son volume (*Théorie d'économie*) à la partie où il croit l'exécuter.

Pour cela faire, il nous apprend (2) que la terre a été originellement mise par la providence à la disposition commune, que si Dieu avait voulu l'appropriation privée il l'eût divisée comme un géomètre (?), enfin que cette appropriation résulte purement et simplement de la loi (3). Ce que la loi a fait la loi pourra le défaire, ajoute-t-il.

Il cite ensuite Pascal, Saint Augustin, presque tous les pères de l'Eglise, Tronchet, Portalis, Bigot-Préameneu, Malleville, Mirabeau et Robespierre qui, dit-il, sont de son avis comme on peut s'en convaincre par les extraits qu'il en donne ; et voilà la propriété à bas. Cependant il n'est pas arrivé malgré tous ses efforts à nous démontrer que cette propriété n'est pas socialement indispensable. Il prétend aussi que la loi n'a fait que sanctionner une usurpation sans cause, mais il ne voit pas non plus que cet homme qui le premier a clos un champ inculte et dit ceci est à moi, n'a jamais existé que dans les œuvres de Rousseau.

(1) *Théorie d'écon. politique*, p. 428.

(2) *Ibid.*, p. 766.

(3) *Ibid.*, p. 767.

Si en effet il est permis de construire une hypothèse de ce genre, ce premier propriétaire doit avoir défriché une parcelle de terrain et y avoir semé à portée de sa main les fruits qu'il préférerait, puis voyant que la récompense de sa peine lui était toujours ravie par ses semblables, il a clos le champ et a dit ceci est à moi. On ne proclame en effet son droit de propriété que lorsqu'on le voit menacé. Mais quand notre propriétaire primitif a élevé ses barrières et proclamé son droit, il avait la raison pour lui. La terre en effet était modifiée ; il était né entre elle et le laboureur un certain rapport, il existait d'ores et déjà une situation acquise au profit de ce dernier, et il paraît évident que nul ne pouvait sans injustice en usurper les avantages. Supposons même un instant que celui qui a clos n'avait aucun droit de clore, celui qui veut renverser cette clôture, en vertu de quel droit prétend-il agir ? que les choses restent donc dans le *statu quo*.

En tous cas, Pecqueur se trompait étrangement en supposant que de son temps la société était suffisamment riche pour avoir à se préoccuper moins de produire que de répartir ; la question n'est plus débattue aujourd'hui ; l'humanité est encore pauvre, et la production à outrance est toujours pour elle une question de vie ou de mort.

Quoi qu'il en soit, cette idée de la socialisation des capitaux est la seule qui donne à l'œuvre de Pecqueur, l'importance assez grande qu'elle nous paraît avoir dans l'histoire du socialisme.

Cette socialisation n'est pas moins en effet que l'essence

même du collectivisme. Marx a pu rendre cette conception plus scientifique, mais, il ne l'a pas trouvée pour cela, et la théorie dont il l'a revêtue serait elle l'exacte vérité, il n'aurait fait qu'expliquer et développer un côté d'une idée déjà émise avant lui.

Cette conception est aussi la seule qui arrête l'esprit dans l'œuvre de Pecqueur ; la seule que l'on soit tenté d'examiner, et qui présente dès l'abord quelque chose de séduisant. Il faut cependant l'avouer, cet intérêt n'est pas lui-même de longue durée, car, dès que l'auteur en arrive à l'application, c'est-à-dire au fonctionnement de la société aux capitaux nationalisés, il retombe dans l'utopie, dans l'irréalisable pur, et la vie sociale qu'il tâche de représenter, donne l'impression romanesque d'une île des Plaisirs ou d'une Cité du Soleil.

II. — *Constitution de la Société collectiviste.*

La forme littéraire de l'œuvre de Pecqueur n'a certes pourtant rien de celle du roman ; il présente son projet de constitution sous forme d'articles brefs et arides, et sous le titre de : *Projet d'association nationale et universelle, ou voies et moyens de l'organisation du travail* (1). Le sérieux apparent de ce projet, sa forme rigide, rendent plus palpable encore ce qu'il renferme de radicalement utopique ; on en jugera d'ailleurs.

Voici d'abord le cadre général dans lequel évoluera cette société nouvelle.

(1) *Théorie nouvelle d'écon. pol.*

D'un côté, la masse énorme des capitaux des machines et des terrains socialisés (1) et qui dorénavant sont la propriété commune ; de l'autre la foule, les citoyens qu'il s'agit d'embrigader, de diviser en escouades de travailleurs, afin que, l'ordre et la méthode fécondant la production, celle-ci puisse prendre un essor nouveau.

La nation sera une sorte de grande société anonyme de production universelle, et de consommation générale.

L'individu devient un employé de cette société ; ou suivant le mot de Pecqueur, un fonctionnaire de la nation.

C'est donc à titre de fonctionnaire qu'il détiendra terres et instruments de travail, et qu'il produira avec leur aide une somme quelconque de moyens de subsistance.

A titre de fonctionnaire disons-nous, en effet : « La société n'étant organisée que pour garantir à chacun et à tous les moyens et les conditions les plus efficaces de leur perfectionnement et de leur bien-être : Tout... mode d'activité sociale doit être considéré comme une fonction. »

Les citoyens seront tous fonctionnaires les uns par rapport aux autres. Le fonctionnaire cordonnier donnera une chaussure en échange du tableau, du chant, ou de la musique que fourniront les fonctionnaires artistes ou comédiens. Tous ces hommes recevant des ordres de l'administration supérieure, seront de véritables rouages de l'Etat, en ce qui concernera leur métier.

C'est seulement ainsi, pense Pecqueur, que se réaliseront l'accord et l'entente nécessaires à la production, comme

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 698.

ils le sont au chant, à la tactique militaire, à tout enfin pour une bonne exécution.

On peut reconnaître dans ces idées l'influence de Saint-Simon, ce fonctionnarisme n'est-il pas inspiré visiblement par l'industrie hiérarchisée du fameux novateur ?

D'autre part, le rôle de l'individu fonctionnaire sera très simple : il tient tout entier dans l'obéissance, une obéissance souple, consciencieuse et honnête. Chaque individu devra, comme un parfait employé dans une maison d'industrie, donner à la nation tout le temps qui sera convenu, et dans ce temps toute son application au travail, mais rien de plus que cela il est vrai ; car dans un fonctionnement aussi compliqué, toute initiative deviendrait très vite du désordre, tout changement à la règle conduirait à l'anarchie.

Plus le rôle de l'individu est simple, et plus celui du gouvernement doit être compliqué.

Il faut en effet entre ces individus qui représentent la force de travail, et les capitaux ou les matières premières qui sont à leur service, un principe intelligent, une tête qui distribue et règle la tâche, partage les instruments entre les travailleurs, maintienne parmi eux la discipline nécessaire à l'ordre.

Ce sera le rôle du gouvernement. Il consistera en une assemblée (1) nationale élue dont les attributions seront universelles ; jugeons-en : « L'assemblée des représentants

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 701.

aura dans ses attributions, le règlement, l'organisation et la haute direction de tous les modes d'activité et de toutes les relations sociales possibles. Non seulement elle légifèrera en matière politique, civile et militaire, comme par le passé ; non seulement elle votera les impôts, les lois de douane ; mais, la production, la circulation, la distribution et la consommation des richesses de tout ordre ; en d'autres termes, l'industrie, la science et les beaux-arts, seront ordonnés, disposés, régis souverainement par les représentants de la nation. »

Ce rôle n'est cependant pas suffisamment lourd au gré de Pecqueur. Il veut encore que cette assemblée soit l'unique dispensateur de tous les salaires ; en un mot, la justice, la science, la clairvoyance et la raison personnifiées (1).

Cette assemblée sera nommée par élection ; mais, Pecqueur oublie de nous dire quel moyen on devra employer pour que l'élection puisse donner le surprenant résultat d'une assemblée aussi parfaite.

Dans cette société, toute attribution de pouvoirs, depuis le haut jusqu'au bas, doit se faire par la voie élective (2).

Avant d'entrer dans le détail du fonctionnement, il nous paraît intéressant de présenter, au sujet de ce suffrage vraiment universel, les craintes et les espérances de Pecqueur.

Ces idées offrent peu d'intérêt réel, puisque ce mode d'élection est celui que nous pratiquons depuis déjà près de cinquante ans. Cependant, elles restent assez curieuses à

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*.

(2) *Ibid.*, p. 716.

connaître, en ce qu'elles montrent les espérances que quelques esprits fondaient sur cette institution.

Pecqueur suppose d'abord que le peuple (1) est toujours guidé par une conscience, imbue d'une bonne et solide morale ! De plus, comme la raison porte en elle-même son critérium certitude (2), chaque homme est au même titre juge du bien fondé théorique d'une institution. La minorité est par conséquent respectable. Il en résulte, qu'il est nécessaire pour que le suffrage universel donne de bons résultats de l'établir seulement dans une nation unie comme croyances et comme éducation, et dont tous les membres ont au plus haut degré la religion de la raison.

Et même en dehors de ces considérations, le suffrage universel représentera toujours une présomption de raison. Il peut en outre détruire ce qu'il a édifié, s'il y a eu erreur une première fois. Enfin, il permet de temporiser ; l'opposition, en effet, trouve en lui un moyen de se faire jour et de se fortifier peu à peu, ainsi les évolutions nécessaires peuvent s'accomplir sans que l'on ait à redouter de révolution, comme dans un système de gouvernement absolu.

En principe, le suffrage universel, et cela deviendra de plus en plus vrai en fait, est un gage de haute éducation et de haute moralité sociale. En effet, il fait prendre part au plus humble citoyen à la direction des affaires, l'incite à s'instruire et à se perfectionner, le nourrit du souci du

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 387.

(2) *Ibid.*, p. 47 et suiv.

bien-être de ses concitoyens, et, si une erreur est commise, rend possibles pour lui les leçons de l'expérience !

C'est en un mot (1) le plus sûr moyen « de l'éducation du genre humain ». Quelques doutes sur cette excellence viennent pourtant effleurer l'esprit de Pecqueur, car il ajoute que (2) ceux qui seront trop ouvertement gangrenés ne jouiront pas du droit de suffrage.

Laissons là cette digression, et venons-en au détail de l'organisation sociale.

III. *Détail de l'organisation sociale.*

Pour pouvoir répandre, à travers tout l'organisme national, les lumières des règlements de la haute assemblée et en même temps pour pouvoir transmettre à cette dernière, des données certaines sur les besoins et les productions locales, il est nécessaire de joindre à la haute tête de l'administration, de petits centres (3), fonctionnant isolément et sous sa direction. Il suffira pour cela de donner à chaque département une assemblée, qui soit l'image en petit de la grande assemblée nationale et à chaque commune un conseil municipal, tout puissant sur le même modèle. Chacune de ces assemblées indépendante vis-à-vis des autres corps constitués du même degré qu'elle, fonctionnera sous le contrôle hiérarchique de l'assemblée supérieure.

Cependant les diverses unités ainsi composées ne seront

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 442.

(2) *Ibid.*, p. 454.

(3) *Ibid.*, p. 702.

pas absolument isolées les unes des autres, elles seront unies par des échanges de capitaux, de produits et même d'ouvriers car, ceux-ci, en leur qualité de fonctionnaires, pourront être déplacés suivant les besoins nationaux.

Il semble que l'on puisse élever ici une grave objection : comment maintenir l'intégrité du lien familial avec une pareille instabilité de domicile ? Mais Pecqueur ne s'arrête pas pour si peu. D'abord, comme les enfants seront élevés aux frais et par les soins de l'Etat, les parents pourront se débarrasser de tout soin d'éducation ; en second lieu, les facilités de communication seront telles, grâce à l'ordre nouveau, au peu de peine que coûtera leur établissement en commun, que l'on pourra facilement conserver son foyer loin du lieu où l'on travaillera.

Pecqueur est bien loin de vouloir nuire à la solidité du lien familial, ce lien lui paraît utile à quatre points de vue (1) : il est à la fois le garant du bonheur individuel, du bonheur collectif, du bonheur des générations présentes et du bonheur des générations futures. Ce qui fait au total plus que le bonheur universel, à n'en pas douter.

Il estime que la base et la raison de la législation qui règle les rapports des sexes, consiste dans l'amour paternel (2). Or, la solidité du lien qui unit les époux est pour quelque chose dans la fidélité qui, donnant à ce sentiment paternel toute sa certitude, est nécessaire à son existence même. D'autre part le mariage, tout en assurant la repro-

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 297.

(2) *Ibid.*

duction de l'espèce humaine, règle le cours de passions dangereuses au point de vue social, et qui dans un système anarchique quelconque seraient des causes fatales de désordre.

Il n'y a là rien d'original ni de neuf et nous aurions fait, grâce à Pecqueur de ces considérations bien volontiers ; lui au contraire paraît y tenir beaucoup, car, il les considère en quelque sorte comme la base solide de l'institution du mariage, dont il va quelques lignes plus loin timidement d'ailleurs et comme à contre-cœur relâcher la sévérité.

Pecqueur n'est pas un partisan de l'amour libre comme Platon ou Campanella. Il estime que les hommes écoutent plutôt la voix de leurs passions que celle de la pure raison naturelle, et croit peu à la vertu d'Arlequin ou du bon sauvage du XVIII^e siècle. Il pense qu'un lien solide entre les époux est nécessaire si on veut éviter tout désordre : cependant il lui paraît exorbitant que ce lien soit absolument indissoluble, en un mot, jugeant qu'il existe des cas où la bonne entente est impossible, il admet la possibilité du divorce.

A ce propos, il reproche à M. de Bonald (1) d'avoir écrit que le mariage est la fusion de deux êtres en un seul. Le mariage doit être indissoluble soit, mais en esprit seulement.

La principale raison qui s'oppose au divorce tombe

(1) *Théorie nouvelle*, p. 313.

d'ailleurs dans le système de Pecqueur ; le sort réservé aux enfants des divorcés n'a rien pour lui d'inquiétant. Elevés aux frais de l'État (1) ils seront ainsi soustraits à toute mauvaise influence.

Tous les enfants, quels qu'ils soient, sont nous l'avons dit élevés aux frais de l'État ; ce moyen paraît excellent à Pecqueur pour unifier l'esprit de la nation. Les parents cependant pourront, s'ils le désirent, se charger de cette éducation, mais ils demeureront soumis à la surveillance générale.

IV. — *La fonction sociale.*

Tous les fonctionnaires sont groupés par ordre logique afin qu'ils puissent recevoir d'une façon plus directe, l'impulsion des diverses assemblées qui les gouvernent (2). Chaque commune aura son groupe de tailleurs, de cordonniers, de menuisiers, d'agriculteurs, etc. Chacun de ces groupes sera soumis à l'autorité du groupe supérieur, formé dans la circonscription départementale par tous les groupes communaux similaires, et ainsi de suite jusqu'au sommet de la hiérarchie.

Pour pouvoir former des fonctionnaires, utiles et compétents, les établissements (3) d'éducation procéderont par spécialisation : c'est-à-dire que les premiers enseignements embrasseront les premiers principes de toutes les

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 326.

(2) *Ibid.*, p. 703.

(3) *Ibid.*, p. 706.

sciences et de tous les arts ; mais peu à peu, on restreindra pour chaque enfant le cercle du programme de façon à finir par concentrer tous ses efforts sur les sujets qui lui auront plu spécialement ou pour lesquels il aura montré les aptitudes les plus sérieuses.

Les études, qui comprennent aussi tous les apprentissages, tous les enseignements professionnels possibles, une fois terminées, la nation procédera au classement (1) intellectuel. Il y aura pour cela une série d'examens, véritable mandarinat qui embrassera toutes les carrières.

Les examinateurs seront nommés au moyen d'une double liste de proposition, et par le suffrage universel. La première liste sera la liste de capacité dressée par la haute assemblée qui juge en maîtresse de l'intelligence. La deuxième, qui se nommera liste de civisme, sera établie par le peuple ; Pecqueur estime en effet que lui seul est bon juge en cette matière.

Voilà donc que la volonté des peuples va elle-même se donner un frein en nommant des maîtres, des chefs d'ateliers, etc... Y a-t-il là une garantie sérieuse pour le maintien de l'ordre ? on pourrait l'espérer, mais comme cette situation justifierait aussi quelques craintes de tyrannie voici venir l'ostracisme qui permettra au peuple d'abattre immédiatement celui qu'il vient d'élever. En effet, nous dit Pecqueur (2), le peuple pourra toujours retirer aux indignes les fonctions qui leur ont été confiées, un vote pour cela sera suffisant.

(1) *Théorie nouvelle*, p. 710.

(2) *Ibid.*, p. 719.

V. — *Répartition et consommation des richesses.*

Comme tous les socialistes de son époque, comme les Vidal, les Proudhon, les Buchez, les Leroux, Pecqueur juge que le plus important des problèmes économiques est celui de la répartition.

Tous les publicistes de cette époque se sont occupés de justice distributive ; chacun d'eux presque eut son idéal, voici celui de Pecqueur.

De divers passages de son œuvre (1) on peut retirer les idées suivantes.

Les fonctions sociales sont toutes également utiles ; n'est-il pas vrai de dire que le tisserand est aussi utile à l'ordre social que le boulanger ou le boucher ; quoi de plus naturel par conséquent que de rétribuer également des fonctionnaires également indispensables.

Il est difficile pourtant de ne pas tenir compte ici de l'inégalité dans la puissance de travail et la bonne volonté des individus. D'une part, l'homme mérite par sa bonne volonté (2) ; d'autre part, le travail fourni ne peut qu'être en rapport avec la puissance physique et intellectuelle du travailleur. Il est impossible de mettre d'accord ces deux facteurs ; et même à les considérer séparément, on voit très vite qu'ils ne sont pas susceptibles de mesure, et ne donnent par conséquent aucun indice de la rémunération à laquelle le travailleur peut avoir droit. Comment par exem-

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 585 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 601.

ple mesurer le fluide (1) nerveux dépensé par chaque individu au cours de son travail.

Il n'y a qu'un moyen que la justice ne réprouve pas : c'est de donner à chacun et à tous une tâche égale (2), et en rapport avec les besoins nationaux. Il n'est pas juste en effet, pense notre bon philosophe, que celui qui grâce à sa vigueur physique peut fournir un travail double d'un travail moyen, exécute en réalité cette double tâche, et enlève ainsi à de plus faibles leur seul espoir de gagner leur vie (3). Le plus habile et le plus fort aura terminé de meilleure heure son travail journalier ; et c'est au sens de Pecqueur un avantage plus que suffisant pour celui dont l'unique mérite consiste à avoir été bien doué par la nature. Si d'ailleurs le peuple le juge à propos, il pourra créer des travaux spéciaux pour les meilleurs ouvriers.

Egalité de tâche, tel est le moyen pratique d'arriver à l'égalité dans la rétribution ! Pecqueur aperçoit bien quelques difficultés dans cette égalisation des tâches. Cependant il pose le problème avec une franchise (4) qui donne l'espoir d'une solution satisfaisante ; mais, malheureusement, cet espoir est déçu et toute la peine qu'il s'est donnée jusqu'ici pour poser la question, aboutit à une piteuse intervention légale. Il avoue qu'il n'y a pas de commune mesure entre le travail du savetier et celui du peintre de talent (5),

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 604.

(2) *Ibid.*, p. 621.

(3) *Ibid.*, p. 623.

(4) *Ibid.*, p. 729.

(5) *Ibid.*, p. 729.

dès lors ce sera encore cette assemblée nationale qui ne recule devant aucune tâche qui fixera « grosso modo » le rapport de valeur légale entre les diverses fonctions.

Chaque fonctionnaire sera donc rétribué suivant une unité de travail conventionnelle, l'unité de travail poétique équivalant à l'unité de labourage ou de balayage des rues !

Comme nous sommes loin de ce « mètre unique », de ce principe absolu de justice distributive, que notre auteur nous annonçait au commencement de son ouvrage. Cependant admettons avec Pecqueur que ce système ne présente rien de trop imparfait ; il ne restera plus pour obtenir une répartition relativement bonne qu'à remettre à chacun un salaire (1) minimum suffisant pour vivre, et à prélever sur les bénéfices une sorte d'impôt destiné à l'entretien, au renouvellement et au perfectionnement de l'outillage national.

L'excédent pourra alors être distribué aux fonctionnaires, en tenant quelque compte des classements, dans les concours et les examens.

Il est bien clair que, sous un pareil régime social, il ne pourra plus être question d'échange entre les particuliers. de circulation en un mot ; les richesses passeront seulement du producteur au consommateur, c'est-à-dire du magasin national à l'acheteur. La production, réglée sur des tables de moyenne de consommation (2), sera réguliè-

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 737.

(2) *Ibid.*, p. 735.

rement absorbée ; le prix moyen des choses sera fixé par minimum et maximum.

Quant aux objets chers et rares, ils ne seront cédés qu'au plus offrant, ce qui délivrera du risque d'être enviés les rares possesseurs de choses luxueuses (1).

Le capital individuel n'aura sous ce régime aucun emploi productif, aussi l'épargne ne se fera-t-elle pas et tout sera dépensé à mesure (2).

Enfin la monnaie sera purement représentative (3) ; elle consistera en une sorte de bon, délivré par l'administration, ce sera un bon de travail. Pecqueur pense même qu'il serait désirable de supprimer radicalement la monnaie. Dans ce cas, les États eux-mêmes régleraient leurs comptes par des balances annuelles, et solderaient les différences par des livraisons de produits.

VI. — *Moyens transitoires pour la socialisation des moyens de production.*

Il s'agit, pour obtenir les merveilleux résultats que prévoit Pecqueur, de réaliser pratiquement la socialisation du sol et des capitaux. Cette opération qui embarrasse tant ceux de nos collectivistes modernes qui ne sont pas partisans de la trop sommaire confiscation, ne fait pas dépenser à Pecqueur des trésors d'invention.

Le premier moyen (4) qu'il propose, consiste à amener

(1) *Théorie nouvelle*, p. 741.

(2) *Ibid.*, p. 742.

(3) *Ibid.*, p. 745.

(4) *Ibid.*, p. 756.

chaque petit noyau de personnes se connaissant, à se grouper en société (ce qu'elles ne voudront certainement pas si effectivement elles se connaissent). Quand tout ce monde sera compris dans ces associations en miniature, il n'y aura plus qu'à les réunir, les unifier et les régulariser suivant son plan.

Ce système se passe de tout commentaire, il est radicalement absurde.

Le deuxième moyen n'est guère plus rationnel. Tout (1) propriétaire d'une industrie occupant au delà d'un nombre d'ouvriers déterminé, sera remplacé par un conseil, nommé par les ouvriers, et ne touchera plus de son capital qu'un intérêt de 1 à 2 0/0. Il lui sera de plus défendu de retirer ses fonds. Les ouvriers recevront un salaire fixé à concurrence d'un minimum. Le reste sera versé à une Caisse spéciale d'assurance mutuelle des travailleurs. L'Etat aura un bureau de placement, chaque ouvrier sera muni d'un carnet de notes qui permettra de le classer comme salarié dans une des trois catégories qui seront établies, etc., etc.

VII. — *Pecqueur et Karl Marx.*

Nous avons vu dans le chapitre précédent, en quoi consiste le collectivisme de Marx ; on peut voir que au fond il ne diffère de celui de Pecqueur que par le luxe des détails donnés par ce dernier.

(1) *Ibid.*, p. 757.

Chez l'un comme chez l'autre on retrouve cet amalgame de propriété individuelle et de communisme, consistant à laisser à chacun la propriété privée et absolue du fruit de son travail, et à attribuer à la collectivité, Pecqueur dit à l'État, la propriété des éléments de la production, capitaux et sol, que celle-ci mettra au service des travailleurs.

Il y a loin, comme on peut le voir, de ce système qui est après tout celui qu'emploient à peu de choses près les coopératives dont certaines sont florissantes, aux théories bizarres de Saint-Simon et de Fourier ; on ne trouve plus ici, ni minutieuses distinctions hiérarchiques, ni les utopiques perfections qui font du bâtiment phalanstérien un palais enchanté pareil à ceux des contes orientaux.

La formule indiquée par Pecqueur est le pas le plus sérieux fait par le socialisme vers le pratique et le réalisable et Karl Marx n'a au fond rien changé à cette solution.

Mais ce que nous disons ici n'est vrai que pour le côté purement constructif du collectivisme : si l'on fait entrer dans cette doctrine, la critique sociale, et la forme sous laquelle elle peut être présentée, Marx redevient pleinement et puissamment original.

Chez notre auteur, le collectivisme affecte encore l'allure d'une utopie née au milieu de vagues rêveries morales et sentimentales ; au lieu que, chez Marx, il se présente comme une certitude, comme le point d'arrivée d'une évolution fatale et incoercible. L'un a cru rendre le socialisme pratique, l'autre l'a présenté comme inévitable,

Pecqueur construit au nom de l'humanité, peu lui importe d'abattre et de briser au nom de la science. Marx, avec plus d'adresse peut-être que de franchise, mine la société au nom de la science, et n'a aucun souci de l'humanité. L'un veut le bonheur et le recherche, l'autre sans rien désirer constate et étudie ; et cependant tous deux ont des conclusions identiques. Ils ne se rencontrent d'ailleurs qu'en ce point ; quant au reste, leurs doctrines sont aussi éloignées l'une de l'autre que la morale peut l'être de l'histoire naturelle.

§ 2. — Les vues de Vidal sur les modifications à
apporter à l'ordre social.

Autant Pecqueur est hardi et optimiste dans son œuvre de reconstruction sociale, autant Vidal se montre réservé. Plus clairvoyant, meilleur économiste, plus pratique, il ne se sent bien à l'aise que dans la critique sociale.

Dans son livre sur la *Répartition des richesses*, il commence par étudier et critiquer successivement, l'économie libérale, et les doctrines socialistes. Il se pose alors simplement la question suivante (1) : Serait-il possible d'introduire la justice dans la répartition des richesses, dès aujourd'hui ? Quelles réformes pourraient être immédiatement applicables ?

Ainsi posée la question lui paraît insoluble ; il faudrait s'engager hardiment dans la voie de l'association, parce

(1) Vidal, *De la répartition des richesses*, p. 487.

que l'édifice social, imbu de la doctrine libérale, est trop vermoulu, trop déjeté pour pouvoir être étayé et partiellement réparé par de simples réformes.

Dans un pareil état de choses, les causes de la misère sont certainement impossibles à supprimer. Il faut donc se borner à agir autant que possible sur ses effets.

Il serait utile, pour lutter contre le Paupérisme, d'installer sur tous les points du territoire des ateliers permanents dans lesquels les ouvriers pourraient trouver un remède au chômage.

A son sens le meilleur système serait de créer des colonies agricoles (1), d'instituer des maisons de crédit, de façon à se procurer des capitaux que l'on mettrait au service de ces colonies. Les ouvriers toucheraient un salaire qui ne pourrait être moindre qu'une certaine somme, nécessaire pour leur entretien ; on pourrait leur distribuer, en outre, une quote-part des bénéfices, l'excédent du gain servant à former un fonds de réserve.

Il serait bon aussi de fonder des centres de logements (2) ouvriers, constitués par de grandes maisons divisées en appartements séparés, mais avec chauffage et buanderies communs.

Plus loin, il prétend (3) qu'il existe des industries qui n'ont rien ou presque rien à craindre de la concurrence, et sont pour ainsi dire assurées de la prospérité : il serait

(1) Vidal, *De la répartition des richesses*.

(2) *Ibid.*, p. 474.

(3) *Ibid.*

bon de soumettre ces industries (?) à un régime de participation aux bénéfices, dans lequel le capitaliste ne prélèverait pas un intérêt supérieur à 4 ou 5 0/0 de façon à ce qu'il soit possible, les salaires une fois payés, de former avec les excédents de bénéfice un fonds de réserve et de secours.

Enfin il termine en déclarant (1) que, si le système de l'association complète et nationale lui paraît ne pas être encore tout à fait possible, il le deviendra peu-à-peu dans la suite des temps. Il faut remarquer que cette opinion est absolument celle que professent aujourd'hui les partisans de la coopération (2).

Notre auteur n'est donc partisan de l'association que si cette association est possible ; aussi, tous ses efforts vont tendre à hâter cette possibilité, et c'est notamment pour faire pénétrer dans la masse le sentiment de la nécessité et de l'utilité des réformes qu'il souhaite, qu'il écrira ses meilleures pages de critique sociale.

En 1848, Vidal espéra pendant quelques heures que le moment était arrivé où il serait possible de mettre en pratique, sinon l'association complète et radicale, tout au moins, des moyens transitoires, des palliatifs qui permettraient d'attendre l'heure favorable.

La république venait d'être proclamée ; le gouvernement provisoire avait le 25 février, avec une imprudence dont

(1) *Ibid.*

(2) Gide, *Principes d'économie politique*. La coopération.

les suites ne se firent pas attendre, proclamé le droit au travail, c'est alors que Vidal fit paraître sa brochure : *Vivre en travaillant, projets, voies et moyens de réformes sociales*.

Il y reprend en les condensant les idées qui formaient la conclusion de sa *Répartition des richesses*, puis, il demande diverses réformes, et notamment l'établissement de colonies (1) agricoles dont il détaille l'organisation.

Elles cumuleront les travaux agricoles proprement dits et les diverses industries agricoles. Les salaires y seront payés toutes les semaines et suivant un taux établi en se basant sur la moyenne des bénéfices propres aux diverses professions de la contrée.

Un intérêt de 3 0/0 serait servi à l'Etat pour les capitaux qu'il aurait prêtés. Un quart des bénéfices serait employé à fonder de nouvelles colonies, un autre quart, des caisses de retraite et de réserve.

Enfin le quatrième quart serait distribué aux colons. On pourrait, croit Vidal, annexer à ces établissements une école d'agriculture, un hospice et un orphelinat.

Ne semble-t-il pas que Vidal nous trace ainsi le plan d'un système d'acheminement vers le collectivisme agraire ? Mais combien ce plan est chimérique ! Il suffit de se rendre compte de la quantité de projets que Vidal se promet de réaliser à l'aide des bénéfices de la colonie, pour voir tout ce que son idée présente de peu sérieux.

Quant à l'industrie (2), l'Etat devra dorénavant prévenir les crises, en aidant les industriels momentanément

(1) Vidal, *Vivre en travaillant*, p. 30.

(2) *Ibid.*, p. 45.

dans la gêne. Un bon système est celui qui consisterait à établir des entrepôts publics, qui pourraient avancer des sommes sur les marchandises consignées, et enfin à faciliter les débouchés par la création de bazars.

Cependant l'Etat, en aidant ainsi les capitalistes industriels, devra exiger d'eux qu'ils garantissent aux ouvriers un minimum de salaire, et une part de bénéfice égale à la moitié du bénéfice total.

Vidal s'étend ensuite assez longuement sur des projets d'institutions de crédit gratuit, dont un des buts est entre autres choses de supprimer la monnaie, et de la remplacer par du papier, ce qui serait beaucoup plus économique.

On pourrait fonder ainsi une banque d'État, des institutions prêtant sur gage réel, crédit foncier, crédit mobilier agricole, etc.

Leur but serait, en mettant entre les mains de l'ouvrier agricole des capitaux à bon marché, de lui permettre de se livrer à la culture pour son propre compte ; ce que Vidal indique par la formule : La terre au travailleur.

Nous ne suivrons pas Vidal dans le détail de ces projets de réforme. Il y fait souvent preuve de science et de sens financier quoiqu'il se laisse emporter parfois par un lyrisme qui rappelle, l'optimisme et l'utopie du bon Fourier qui rêvait de payer la dette de l'Angleterre avec des œufs de poule.

Ces divers projets offrent d'ailleurs très peu d'intérêt au point de vue purement socialiste ; il en est bien autrement des parties de ses œuvres où Vidal se livre à la critique, comme nous allons le voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LA CRITIQUE SOCIALE CHEZ VIDAL ET CHEZ PECQUEUR.

Nous venons d'étudier ce qui dans la doctrine de nos auteurs pourrait être nommé la partie constructive. Nous avons pu constater l'identité de la solution donnée par Pecqueur et par Marx au problème social.

Dans les idées de Pecqueur, comme nous avons pu le voir, cette construction d'une société nouvelle occupe la principale place ; nous avons constaté qu'elle importe au contraire bien peu à Marx dont le principal but est d'attaquer et de détruire l'ordre établi ; car il se rend compte que pour préparer les esprits à l'avènement d'une société nouvelle, il faut avant tout mettre au jour les vices et le peu de solidité de l'ancienne.

Si cette soif de critique différencie Marx de Pecqueur, elle le rapproche au contraire de Vidal, à tel point que si l'on ne peut pas dire que celui-ci soit un précurseur avéré du marxisme, on est pourtant obligé de reconnaître entre ses idées et celles du philosophe allemand une remarquable concordance.

§ 1. — De la critique chez Vidal.

I. — Par un certain côté idéaliste et spiritualiste de ses

œuvres, Vidal tient encore fortement à Pecqueur et à ses autres devanciers ; à ce titre, et dans cet ordre d'idées, certaines de ses critiques doivent être rangées avec celles de Pecqueur parmi les attaques qui portent à faux et qui ne sauraient en rien entamer, l'économie classique, et l'ordre social.

Mais, suivant le point de vue où on le considère, Vidal est bien différent de lui-même ; comme philosophe, idéaliste pur, ses idées sont toutes dominées par les principes de la morale et de la religion ; comme économiste, il abandonne souvent ces régions élevées, et rompant en visière avec les traditions de l'ancien socialisme, il marche avec aisance sur le terrain matérialiste qui est celui de l'école anglaise et présente comme des presciences de marxisme.

C'est-à-dire que nous trouvons chez cet auteur, non pas tout un système de critique corps à corps avec l'économie classique, mais bien plutôt une série de remarques qui pénètrent à fond sur le terrain matérialiste et frappent directement sur l'ordre social et l'économie orthodoxe.

Cette école est en effet par excellence une école de conservation sociale, les principes qui actuellement régissent l'opinion courante, sur la famille, la propriété, sont rangés par elle au nombre des vérités absolues et intangibles.

Il s'ensuit donc que toute critique sociale attaquant jusqu'à ces bases de la société actuelle porte pleinement sur la doctrine économique et que toute critique faite à cette école et tendant à la renverser radicalement frappe de même sur notre ordre social.

Karl Marx dans son *Capital* s'attaque rarement aux économistes et fait le procès de l'économie orthodoxe indirectement en montrant les conséquences futures du jeu d'institutions reconnues par elle comme normales, naturelles et immuables. Vidal, lui, prend sa tâche par le côté opposé ; il fait le procès de la société actuelle, ou ordre établi, mais indirectement aussi, c'est-à-dire en luttant contre l'économie classique qui prétend décrire et décrit en effet dans l'ensemble, les phénomènes de notre ordre social.

Nous avons dit que Vidal apparaît dans son livre de critique avec pour ainsi dire deux physionomies distinctes : philosophe pur et économiste ; il y a là évidemment une distinction tout artificielle puisque Vidal nous fait savoir lui-même comme nous le verrons plus loin qu'il ne faut pas isoler l'économie de la philosophie et surtout de la morale.

Néanmoins il y a dans cette distinction quelque chose d'exact et en tous cas de commode.

Il nous est ainsi permis de distinguer deux sortes de critiques, celles du moraliste et celles de l'économiste.

Les premières l'éloignent de Karl Marx, les secondes l'en rapprochent.

Vidal est surtout préoccupé de morale dans la première partie de son œuvre qu'il intitule « exposé de principes ». Dans cette partie que nous étudierons au chapitre suivant il décide de la place de la science économique parmi les autres sciences et de ses rapports avec celles-ci.

Il reste aussi principalement sur le terrain moral dans la

troisième partie et dans la conclusion et l'épilogue de son livre où il étudie la répartition selon les socialistes, et les voies et les moyens transitoires que nous avons exposés dans le chapitre précédent.

Mais il se montre économiste dans la deuxième partie « Répartition selon les économistes » ; c'est la plus intéressante de son livre ; celle où il se montre le plus neuf, le plus puissant. C'est là aussi que l'on trouve matière à plus d'une comparaison entre ses idées et celles du philosophe allemand.

Quelque intéressante que puisse paraître une analyse de cette partie de son œuvre, nous renonçons à la donner.

Il y passe en effet en revue diverses théories de l'école classique dont quelques-unes sont complètement négligées aujourd'hui, telle la « théorie du luxe » de Malthus. Nous nous contenterons donc d'en signaler les idées les plus neuves et les plus proches du marxisme qu'elle nous a paru contenir, après avoir dit quelques mots de ses critiques d'ordre moral.

II. — *Critiques d'ordre moral.*

Il y a dans l'œuvre de Vidal une critique de fond de la plus grande importance adressée à l'économie classique. Il reproche à Smith et à ses disciples d'avoir outre mesure rétréci le champ de cette science, nous verrons cette question au chapitre suivant.

En outre, la mise en regard des théories socialistes dont il relève chemin faisant les défauts et de la théorie classique lui fournissent la matière d'une critique aisée.

Quoi de plus saisissant en effet que l'ordre, le bien-être, l'harmonie d'une société idéale où chacun travaille pour le bien commun, mise en comparaison avec un autre ordre social dans lequel la concurrence et la lutte font naître les plus affreuses misères.

Le procédé cependant manque d'efficacité réelle, et ce n'est pas une critique bien scientifique que celle qui consiste à dire que ce qui est ne vaut rien, par comparaison à ce que l'on peut imaginer. Il faudrait tout au moins que Vidal dissimulât mieux qu'il ne le fait les impossibilités des mondes socialistes. Aussi nous laisserons de côté ce parallèle qui fait l'objet de son livre. De même nous ne dirons que quelques mots des critiques de détail à base purement morale, puisque ainsi que nous l'avons développé précédemment elles ne paraissent pas avoir une portée vraiment sérieuse.

En premier lieu apparaît assez souvent chez notre auteur l'anathème contre une société qui, laissant subsister, favorisant même par ses institutions capitalistes, la pauvreté parmi ses membres, les voue au vice ou au crime. C'est la répétition du fameux vers de Musset :

Pauvreté, pauvreté, c'est toi la courtisane.

C'est là un lieu commun des diatribes socialistes. Vidal se laisse aller à le développer souvent (1).

Plus loin il s'apitoie sur le sort réservé à l'humanité par l'anarchie de la libre concurrence, et il nous montre

(1) *Répartition des richesses*, p. 28, 286, 297, etc.

les membres de la société s'entre-déchirant dans la lutte pour la vie : « Evidemment ce n'est point la société ; c'est la guerre (1) ».

Ailleurs (2) il parle du sort des enfants, voués trop jeunes à l'industrie, dont on ruine la santé par de trop rudes travaux, et qui arrivent à la puberté le corps usé et l'âme tarée par le séjour dans ces horribles ateliers à la fois malsains et immoraux.

Il s'occupe aussi (3) du sort des mères de famille. Elles ne peuvent plus avoir le soin de leurs enfants, prises qu'elles sont dans l'engrenage de la production industrielle ; dès lors, elles n'en ont pas, ou, s'il leur en arrive un, et c'est pour elles un véritable accident, elles l'abandonnent.

Enfin (4), confondant liberté et pouvoir, il demande que le droit au travail soit échangé pour les individus en possibilité de travail. Il y a là un raisonnement absolument comparable à celui-ci : Le pauvre a le droit de demander l'aumône, par conséquent, il peut exiger qu'elle lui soit faite. Vidal reproche à la Société de ne pas admettre cette manière de voir, et de voler le droit au travail du prolétaire, en ne lui fournissant pas chaque jour une occupation rémunératrice.

Ces quelques exemples suffisent pour donner une idée de ce genre de critique. C'est d'ailleurs celui dont abusent de nos jours les orateurs de réunions publiques. C'est celui que

(1) *Répartition des richesses*, p. 265.

(2) *Ibid.*, p. 286.

(3) *Ibid.*, p. 286.

(4) *Ibid.*, p. 286.

le peuple comprend le mieux et qui, sans contredit, est le plus aisé. Le mal étant facile à trouver, même pour celui qui observe superficiellement les faits sociaux (1).

III. — *Critiques d'ordre économique.*

Sans doute, il y a dans les plaintes que nous venons de rappeler un fond de vérité ; sans doute les maux qui accablent les pauvres et les faibles sont dignes de toute notre pitié, et le devoir de chacun est de les soulager aussi pleinement que possible ; mais il faut avouer aussi que l'on ne voit pas bien la portée pratique, au point de vue de la critique sociale, de ces gémissements. Aussi Vidal nous paraît bien plus intéressant et plus puissant quand il descend sur le terrain économique, et cherche à ébranler les bases mêmes de la science classique.

Il avance, dès l'abord, que cette doctrine est hésitante et ignorante sur la signification de son objet lui-même (2).

Cet objet est la recherche de la richesse ; mais qu'est-ce pour cette école que la richesse ? Impossible de le savoir.

Pour lui cela est simple ; la valeur n'est autre que l'utilité, la mesure de la valeur sociale, de la seule valeur à considérer, est dans l'utilité. Plus un peuple possède d'objets utiles, plus il est riche.

La mesure de la valeur individuelle ou valeur vénale, est dans le « pouvoir d'acquérir ».

(1) On trouvera d'autres exemples de cette critique, *Ibid.*, p. 111, 39, 45, 48, 453, 186, 252, etc.

(2) *Ibid.*, p. 64.

Or, à son sens, les libéraux ont mélangé ces deux notions. Et en raison de cette confusion, pour J.-B. Say en personne, le problème de la valeur est devenu la quadrature du cercle de l'Economie politique (1). Ils n'ont pas su faire la distinction que fait Vidal (2). Ils ont confondu valeur sociale et valeur vénale ; or l'expression de la valeur vénale c'est le prix ; d'autre part le prix ne représente pas la valeur sociale (utilité) exacte ; il varie en raison de l'offre et de la demande. Cette loi varie elle-même en raison de la consommation et de la production. La production est influencée à son tour par les frais de main-d'œuvre, qui s'élèvent ou s'abaissent avec le taux des salaires, par la cherté de l'argent ou taux de l'intérêt. Or tous ces éléments sont eux-mêmes soumis à la loi de l'offre et de la demande. Voilà ce que c'est que la valeur des économistes, et c'est cette valeur qui, disent-ils, est l'élément de la richesse, de cette richesse qui forme l'objet de leurs recherches !

Il eût été si naturel de considérer que la richesse est dans l'utilité, indépendamment du prix de l'objet utile !

On peut voir avec quel acharnement Vidal profite du peu de progrès qu'avait fait à son époque la théorie de la valeur, et avec quelle habileté il reproche aux économistes la confusion de la doctrine sur ce point.

D'autre part (et Vidal paraît entrer ici presque de plein pied dans la critique Marxiste), cette école a eu le grand

(1) *Répartition des richesses*, p. 75.

(2) A ce propos, Bastiat reproche vivement à Vidal son outrecuidance, dans une page intitulée *sur un écrit de M. Vidal*.

tort de considérer comme immuables nos modes actuels de production.

Il y a à la production des lois générales qui ne changent pas et des lois particulières qui évoluent. « Les lois générales de la production et de la consommation sont pour nous ce qu'elles étaient pour les Romains, en ce sens que nous ne pouvons, pas plus qu'ils ne le pouvaient eux-mêmes, consommer sans moyens de consommation, c'est-à-dire sans production préalable ; consommer sans anéantir des richesses ; et nous ne pouvons pas plus qu'ils ne le pouvaient produire sans fonds de terre, sans capitaux, sans travail. Mais ce que nous pouvons très bien modifier, et ce que nous avons modifié, ce sont les institutions humaines, c'est le mode de production et le mode de répartition, c'est l'organisation du travail, c'est enfin tout le système économique (1). » Il constate alors comment l'esclavage a fait place au servage et le servage au salariat.

Mais venons-en à la répartition : il reproche à l'école classique de ne pas avoir de système de répartition, de considérer seulement, comment cette répartition a lieu et de le dire. La critique va donc ici s'appliquer directement à l'ordre social.

Et d'abord, il constate avec Adam Smith, qu'il cite, que l'ouvrier devrait recevoir comme salaire la valeur du produit de son travail, mais, et il y a là comme une prescience de l'idée du surtravail de Karl Marx, « l'ouvrier donne

(1) *Répartition des richesses*, p. 50.

trois et reçoit un, puis va au marché pour racheter avec un ce qui a coûté trois à produire d'abord, et ce qui en outre se trouve grevé des frais accessoires (Vidal entend par là notamment les profits des intermédiaires), multipliés et accumulés »..... « L'homme civilisé donne constamment plus qu'il ne reçoit »..... « Il travaille à s'appauvrir (1). »

D'où provient donc ce néfaste résultat, uniquement de ce que la production est laissée dans le désordre, l'anarchie de la concurrence ; l'antagonisme (2) entre ouvriers et patrons durera, autant de temps que l'ouvrier ne sera pas associé au patron pour la production, autant encore que celui-ci sera libre de régler le salaire de l'ouvrier en lui mettant comme l'on dit vulgairement le marché à la main. Ne croirait-on pas, en face de ces idées, entendre une critique de Lassalle, le principal disciple de Marx.

Il étudie ensuite les profits du capital ; que sont donc les profits de ce capital, qu'est-il lui-même puisqu'il s'augmente et se crée sans cesse par des profits ? A. Smith a, selon Vidal, démontré pleinement que l'ouvrier a droit à la valeur totale du produit qu'il a créé. Or, cet ouvrier ne reçoit pas cette valeur.

De quoi peut donc s'arrondir et s'augmenter le capital, sinon de ce produit du travail d'autrui. « La fortune, dit-on, s'acquiert par le travail. Oui, mais surtout par le travail d'autrui. Une façon de robe est payée 60 francs. Une ouvrière fait toute la besogne et reçoit 15 francs pendant

(1) *Ibid.*, p. 117.

(2) *Ibid.*, p. 119.

que la tailleuse en renom sans avoir mis la main à l'œuvre touchera 45 francs. Comment cela pourrait-il s'appeler. Un entrepreneur se charge de faire confectionner pour l'armée 100.000 chemises dont on lui fournit l'étoffe et il traite à raison de 75 centimes, puis ensuite il cède son marché en détail à de pauvres femmes auxquelles il donne seulement 35 centimes. Comment cela s'appelle-t-il ? cela s'appelle aujourd'hui faire le commerce, entreprendre la confection, gagner de l'argent par son travail et par son industrie (1). »

Il faut rapprocher de ce passage les idées que contient le paragraphe suivant que nous citerons encore (2).

« Le fait dominant de la civilisation moderne, c'est que en agriculture comme en industrie le capital tend partout à asservir le travail, à soumettre l'homme à la toute puissance des écus (n'est-ce point la thèse de Marx avec la précision en moins), c'est que partout les grands capitaux tendent à écraser les petits, les grandes manufactures à ruiner les petits ateliers, les grands magasins à supplanter les boutiques. Tous les progrès, les sciences, les arts tendent à rendre le travail inutile, à faire accomplir la production par des moteurs inanimés ; à assurer enfin au capital la prépondérance exclusive ; à rendre les riches toujours plus riches, à rendre le reste de la population de plus en plus misérable.

Le travail est devenu une marchandise tous les jours

(1) Vidal, *Vivre en travaillant*, p. 55.

(2) *Répartition des richesses*, p. 175.

plus offerte et moins demandée, une marchandise avilie que le capital achète au rabais. Le travailleur affranchi de la glèbe et des entraves des corporations est désormais attaché à l'usine, etc... »

Mais, pour Vidal, que résultera-t-il de cet accroissement perpétuel des capitaux entre les mains de quelques heureux et de plus en plus rares propriétaires, qui lanceront des affaires de plus en plus considérables ? Le voici (1) : « qui vivra verra. Les grands magasins font faire un pas immense à la question de l'organisation du travail, de l'organisation de l'industrie et du commerce »... (2) « Laissons donc faire les accapareurs, laissons passer le désordre de l'industrie et du commerce... laissons les gigantesques usines devenir maîtresses de la production, maîtresses absolues ; les grands magasins maîtres du commerce ; puis laissons tous ces féodaux de l'industrie et du négoce se coaliser entre eux... Nous verrons bien ce que dira et pensera le peuple des artisans... »

Si nous rapprochons les idées qui sont renfermées dans ces quelques extraits de la conclusion du livre de Marx ; si surtout nous tenons compte de ce que Vidal a eu, lui aussi, l'idée de l'évolution historique (3) des modes de production, n'avons-nous pas fait la preuve de ce que nous avancions dans notre introduction, c'est-à-dire que les œuvres de nos auteurs contenaient réellement le germe des théories marxistes.

(1) *Répartition des richesses*, p. 177.

(2) *Ibid.*, p. 178.

(3) *Ibid.*, p. 50 déjà cité.

Là d'ailleurs ne s'arrête pas l'analogie entre Vidal et le père du collectivisme scientifique. De même que Marx prétend comme nous l'avons vu que le commerce n'ajoute rien à la production; que la valeur qu'il ajoute aux objets produits et dont profitent les intermédiaires commerçants est fictive et artificielle, de même Vidal se refuse à admettre (1) la légitimité du profit du commerçant. Il taxe de sophisme cette idée de Jean-Baptiste Say que tout travail de production se réduit en un déplacement de matière, que le commerce transportant, ou distribuant, ou présentant en temps opportun les objets, ajoute vraiment à leur valeur (2). Il est vrai qu'il ne réussit pas à trouver le point faible de l'idée de Say; c'est un sophisme dit-il, sans fournir de preuve. Sa critique s'arrête là. Il voudrait pourtant que l'on distinguât entre les travaux utiles et les travaux productifs, ce qui est incompréhensible car il semble que tout travail utile est sans contredit productif, sans quoi il ne serait pas utile.

Nous venons de voir les critiques les plus générales que Vidal ait adressées à l'ordre social en se tenant sur un terrain que nous pourrions, avec Malon, déclarer purement marxiste. Là ne se bornent pas tous ses efforts. Il présente encore plus d'un point intéressant de moindre importance. Par exemple, il constate comment l'abaissement (3) du prix de la main-d'œuvre permet les gros profits; comment

(1) *Répartition des richesses*, p. 181.

(2) *Ibid.*, p. 193.

(3) *Ibid.*, p. 169 et suiv.

aussi l'appât des gros profits tend de même à faire baisser le prix de la main-d'œuvre, c'est ainsi que s'établit l'antagonisme entre le capital et le travail. On pourrait trouver encore dans son livre une foule d'idées comparables à celles que nous venons de relever. Mais notre but n'est pas de donner une analyse de son œuvre.

Nous avons voulu faire voir combien sur plus d'un point ses critiques sont comparables à celles des écoles plus récentes, et combien est exagérée l'opinion qui place dans Karl Marx la naissance du socialisme non utopique.

Cependant il manque à ces idées la précision toute technique que saura leur donner Karl Marx, et il faut reconnaître qu'il répugne à Vidal, on le sent, de se renfermer dans la pure chrématistique. Il y aurait là en effet, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, quelque chose qui choquerait sa conception générale de l'économie. Conception certes bien éloignée du matérialisme renforcé de Karl Marx et des siens.

§ 2. — Critique chez Pecqueur.

Autant Pecqueur est net dans la partie constructive de son œuvre, autant il est diffus et insaisissable dans sa critique. Il mélange quelques chiffres à des considérations morales ; il est perpétuellement ballotté entre la morale rationaliste naturelle et la morale religieuse ; ne sachant pas lier les principes dans la contemplation desquels il se complait à leurs conséquences pratiques, les applications

qu'il en fait dans la critique paraissent gratuites, et absolument dénuées de bases.

Son livre n'offre ni unité, ni clarté et le plan en demeure énigmatique.

Sa principale critique comme nous le verrons plus loin consiste à reprocher à l'économie de s'être séparée de la morale, et d'avoir partant pu consacrer l'injustice. Toutes les critiques d'ordre moral que nous avons brièvement signalées chez Vidal se retrouvent chez lui, cette partie de discussions morales et philosophiques, de vagues critiques, occupe près de 700 pages dans son œuvre.

Rarement, mais quelquefois pourtant il aborde le terrain économique. Dans une de ces rares échappées se rencontre précisément une idée (sur laquelle il n'insiste pas beaucoup d'ailleurs) qui dans sa concision renferme quelque chose de la théorie de l'accumulation des capitaux, que Marx devait plus tard pousser si avant.

Le fait de rencontrer cette idée, en même temps chez Vidal et chez Pecqueur, prouve tout au moins qu'elle était connue des socialistes et communément émise par eux, avant l'avènement du philosophe allemand. Nous avons donc bien raison de dire que tout chez lui n'est pas aussi neuf que le prétendent ses admirateurs.

D'ailleurs, il y a loin encore de ces sortes d'intuitions que nous signalons à la théorie si fouillée par Karl Marx, et la part reste pour lui assez belle.

Parlant de la libre concurrence, Pecqueur nous dit (1) :

(1) *Théorie nouvelle d'économie sociale*, p. 456.

« Nous conviendrons s'il le faut que la liberté économique amènerait passagèrement une moindre inégalité de richesses, mais nous disons que ce serait pour arriver bientôt à une recomposition féodale. Le *statu quo* n'est pas possible dans la liberté parce que les passions cupides y sont à leur plus haute puissance de développement.

Tant que les intérêts sont isolés soit intérêts individuels, soit intérêts corporatifs, ils sont hostiles inconciliables ; ils s'entrenuisent, et la chute des uns au profit des autres est inévitable. »

Il semble qu'il n'y ait plus qu'à tirer la conclusion suivante : La féodalité dont parle Pecqueur, une fois suffisamment resserrée par la chute des uns au profit des autres, le peuple la dépossédera ; et la théorie marxiste se trouve là presque tout entière. D'autant plus que sans préciser et en enveloppant son idée de considérations morales qui ne laissent pas de l'étouffer et de l'obscurcir, Pecqueur a lui aussi le sentiment que le capital s'enfle par le travail d'autrui : « Des hommes substituent le travail d'autrui au leur et s'enrichissent sans travailler (1). »

Il prétend aussi que tout bénéficiaire d'un profit de 2000 francs par an force au moins cinq hommes à travailler pour lui.

Si l'on unit les points, que nous venons de noter, à sa critique de la propriété que nous avons donnée dans le

(1) *Théorie nouvelle d'écon. pol.*, p. 412.

chapitre précédent, il ne reste plus grand'chose de remarquable dans son œuvre que sa conception philosophique de la science économique dont nous nous occuperons ultérieurement.

CHAPITRE III

CONCEPTION GÉNÉRALE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE, CHEZ PECQUEUR ET CHEZ VIDAL.

§ 1. — Bases de la conception économique de Pecqueur.

Pecqueur va puiser bien loin des idées économiques, au sens classique de ce mot, les principes de sa théorie. Alors que l'économie cherche toujours à serrer de près la matière, selon l'expression de Léon Say au sujet d'Adam Smith, Pecqueur se place dès l'abord sur le terrain par excellence de la spéculation rationnelle. Dans un début de grande allure, il annonce qu'il se met à la recherche d'un principe de justice distributive « universel et immuable », qui puisse être le « mètre unique » et absolu, mesure de nos actes et de ceux de nos semblables.

Et d'abord, ce principe existe-t-il ? Oui, répond Pecqueur à priori. La raison le démontre, et en effet (1) : « Des prémisses certaines sont fournies à l'homme sur tous les points de morale et de philosophie, par sa constitution intime, morale, intellectuelle et physique. C'est appuyés sur cette triple base, en spéculant sur ces prémisses, avec le secours d'une logique qui a ses lois nécessaires, que d'in-

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 48 (*Du critérium de certitude*).

duction en induction, ou de déduction en déduction, il s'élève ou descend, tantôt à des certitudes dérivées,..... etc. »

Quelles sont donc les idées qui, pour Pecqueur, constituent le fameux « mètre unique » base de tout son système ? Ce sont les trois principes connexes (1) : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; traitez les autres comme vous voudriez qu'ils vous traitassent ; aimez votre prochain comme vous-même. »

Ces conseils de modération et de fraternité chrétienne font-ils une bonne loi pratique, immédiatement et légalement applicable à la société ? évidemment non. Voyons cependant comment Pecqueur va en conclure à la nécessité de socialiser les capitaux. Le droit de propriété se fonde pour lui sur le principe de la fraternité (2) : « Le droit de propriété est absolu pour tout homme, parce que le devoir de fraternité pour chacun de nous est lui-même absolu.... » « Il faut que quelque chose nous appartienne absolument, c'est-à-dire que nous ayons le droit absolu de le consommer, sans que personne puisse légitimement et légalement nous le ravir. Nous devons remplir une fonction sociale, il faut donc que les instruments, les conditions de cette fonction nous soient garantis. »

Mais ce droit de propriété qui nous est dû en vertu de la fraternité, qui nous est nécessaire en raison de la fonction sociale que nous sommes appelés à remplir, ne doit

(1) *Ibid.*, p. 2.

(2) *Ibid.*, p. 398.

pas être plus étendu qu'il n'est nécessaire pour qu'il puisse atteindre son but. Il est pleinement réalisé, ce but, par l'usage des instruments de travail et des capitaux, et la propriété pleine et entière, le *jus abutendi* de notre part équitable de richesses consommables.

Nous ne soutiendrons pas qu'une pareille logique soit impeccable. Il semble même que l'on pourrait, de ce principe si large de fraternité, tirer beaucoup d'autres conclusions pratiques, ou soi-disant telles.

D'ailleurs la partie théorique du livre de Pecqueur laisse tant à désirer qu'elle a découragé l'un pourtant des plus patients et des plus ardents admirateurs du socialisme français vers 1840, nous voulons parler de M. Malon.

Quoi qu'il en soit, la socialisation une fois décidée, Pecqueur n'a plus qu'à construire sa société idéale, et c'est ce qu'il fait.

Cependant, il éprouve parfois le besoin d'appuyer son raisonnement sur quelques faits ; par ce côté, il touche quelquefois aux questions vraiment économiques. C'est dans ce but, qu'il étudie l'économie des monastères (1), en supposant que ce qu'il voit réalisé sur une petite échelle pourra devenir le fait d'une nation entière.

Ce seul exemple prouve à notre sens que l'auteur manque radicalement d'esprit critique dans l'observation. Sans doute, il est vrai que les monastères prospèrent sous un régime communautaire ; mais avant de vouloir couler la société entière dans un moule pareil, il faudrait

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle*, p. 681.

au préalable transformer en moine chaque citoyen, et lui inculquer en même temps l'esprit de discipline et de renoncement.

Et quel moyen d'obtenir une pareille transformation morale sans pénétrer à fond les âmes d'une idée religieuse et d'une morale à sanction rigoureuse et inéluctable. La vie monacale est inacceptable sans la foi ; pour l'embrasser, il faut ne compter pour rien la vie présente, et ne travailler qu'en vue de l'éternité. D'ailleurs quel est donc l'homme qui croirait possible de fonder un monastère avec des sujets pris au hasard et sans discernement ?

L'observation, rare chez Pecqueur, ne lui fournit pas on le voit d'éléments sérieux, et d'une façon générale nous avons raison de le considérer comme un pur idéaliste.

§ 2. — Fondement philosophique des théories de Vidal.

Comme pour Pecqueur, la base de la doctrine de Vidal se trouve dans des idées de morale. Il ne faut même jamais oublier quand on le lit que ces idées dominent toujours sa pensée du moment. Lorsqu'il aborde les questions économiques, lorsqu'il étudie les effets de la libre concurrence et s'enfonce même dans le terrain matérialiste du marxisme, jusqu'à nous donner les bases d'une théorie d'accumulation capitaliste à l'aide du travail volé au prolétaire, les idées de justice et de fraternité dominent encore son esprit et sa critique.

Ce qui prouve la vérité de ce que nous avançons, c'est la façon dont il établit les bases de la science économique.

Il commence par déclarer (1) que tout être humain a une destinée terrestre à accomplir, et pour lui cette destinée n'est pas autre que le bonheur, ou satisfaction complète de tous les besoins moraux et physiques, de là il résulte que l'économie doit être (2) la recherche des améliorations matérielles, mais en conformité avec la justice.

Pourquoi parler ici de justice ? Parce que (3) il y a entre la morale et l'économie le même lien qu'entre notre moral et notre physique, que l'un ne peut pas être séparé de l'autre.

Il semble à Vidal que le corps social, formé d'une multitude d'individus, doit avoir comme chacun de ses membres, une vie physique et une vie morale, avec des principes et des connaissances naturels et moraux pour pouvoir les diriger.

L'Economie devra (4) chercher à résoudre le problème suivant : faire que l'homme reçoive en échange de son travail : « Le pain du corps et le pain de l'âme, le bien-être physique et les plaisirs de l'intelligence, les joies du cœur et de la liberté ».

Que résulte-t-il au point de vue pratique de ces principes : « Il faudra distribuer les produits d'après la justice, élever chaque travailleur au rang de sociétaire, lui fournir les moyens de satisfaire ses besoins, de développer toutes ses facultés, d'accomplir enfin sa destinée (5) ».

(1) Vidal, *De la répartition des richesses*, p. 19.

(2) *Ibid.*, p. 28.

(3) *Ibid.*, p. 29.

(4) *Ibid.*, p. 30.

(5) *Ibid.*, p. 31.

La science économique sera donc celle qui enseigne « comment il faut organiser l'industrie et répartir les richesses conformément au principe de l'utilité générale et de la justice distributive. » Voilà la question clairement posée.

Il nous paraît nécessaire de nous arrêter quelques instants sur l'idée qui forme en quelque sorte la pierre angulaire du système de Vidal. — Et d'abord, rien n'est moins certain que l'homme ne soit sur la terre que pour son unique bonheur.

Pour ne parler que de deux opinions, opposées à celle de notre auteur, les chrétiens offrent à l'homme une destinée plus haute que celle que lui assigne Vidal, les matérialistes évolutionnistes, une plus modeste.

Pour les premiers, son passage ici-bas n'est destiné qu'à lui permettre de préparer une autre vie ; pour les autres, son rôle consiste à perpétuer la race, à l'améliorer aussi dans une infinitésimale proportion ; d'être en un mot le valet inconscient d'une évolution matérielle, mystérieuse et elle-même inconsciente.

En supposant même que le bonheur soit notre destinée, nous ne serons pas sans embarras. L'un va le placer dans la richesse et la jouissance de toutes sortes de biens, l'autre dans une existence vécue dans un tonneau et égayée seulement par le mépris des choses belles ou bonnes qui passent devant l'orifice de l'amphore. Un troisième le mettra dans la pratique d'une vertu austère, sans récompense et sans doux espoir ; d'autres enfin le concevront

dans les plaisirs des sens, d'autres enfin, iront le placer jusque dans la mort ! Trouvez donc une formule de bonheur qui réunisse les suffrages de l'humanité entière ; et définissez, si vous en êtes capable, ce qu'il faut entendre par « satisfaction des désirs et des besoins » (1).

§ 3. — Union de la morale à la science économique dans la conception de Pecqueur et de Vidal.

Dans le chapitre précédent, en nous occupant de la critique sociale chez nos auteurs, nous avons parlé d'un reproche important formulé par eux contre l'Ecole classique anglaise.

Cette école avait cru devoir, en vue d'établir en quelque sorte l'autonomie de sa science, la séparer des sciences circonvoisines et notamment de la morale. Mais comme on l'a souvent répété depuis nos auteurs, séparer n'est pas isoler et pour avoir voulu individualiser l'économie on l'a rétrécie en la réduisant à la pure chrématistique ; on l'a faussée même, car il y a d'autres causes aux phénomènes sociaux que la préoccupation unique de l'acquisition de la richesse. En d'autres termes Pecqueur et Vidal formulent comme nous le verrons cette idée avec vigueur que : si actuellement l'homme n'est au point de vue social gouverné que par cette préoccupation, il est dans le faux ; la recherche de la richesse doit être tempérée par les lois morales et c'est le rôle de la science, que d'enseigner ces lois. Tout vrai progrès est à cette condition.

Il est permis sans être pour cela socialiste d'admirer

sincèrement la part de vérité et le profond amour du bien contenus dans cette idée. Si Littré a pu dire que toute théorie incapable d'expliquer par l'histoire la logique de ses tentatives d'organisation est frappée d'impuissance : avec une égale conviction nous dirons que toute théorie qui détruit ou nie les principes moraux est frappée de stérilité. Toutes les combinaisons des philosophes, tous les efforts de la science, demeureront impuissants s'ils ne sont accompagnés d'une solide éducation de l'âme humaine dans le sens de l'amour et du respect de ses semblables. Toute la science amassée depuis des siècles n'a pas eu pour le bonheur de l'humanité autant d'efficacité que le plus petit précepte de morale fortement introduit dans les consciences.

En effet pour nous procurer cet état purement subjectif du bonheur très relatif d'ailleurs que nous sommes capables d'éprouver, rien n'est aussi puissant que les efforts bienveillants de ceux qui nous entourent, faits pour nous adoucir les angles et les rudesses de la vie.

Cette conception de nos auteurs nous paraît juste au point de vue général, mais il nous semble qu'elle ne pouvait pas être employée comme ils l'ont fait ; c'est-à-dire que l'on ne pouvait pas y trouver une arme utile contre l'économie classique.

Cette doctrine en effet négligeait la morale mais ne la niait pas. Elle se contentait d'en faire abstraction mais rien en elle ne tendait à détourner les hommes de sa pratique. On se demande même si ce ne serait pas alourdir la science

économique, que de la surcharger par trop de préceptes moraux.

Quoi qu'il en soit Pecqueur et Vidal ont une conception générale de l'économie nettement opposée à celle de l'École classique.

Ils ne croient ni à l'immobilité stagnante des conditions sociales comme celle-ci, ni à l'évolution progressive mais purement matérielle comme les marxistes.

Leur idée est que le progrès est non pas fatal, mais possible et cela par l'effort de la volonté humaine (1). Leur progrès économique d'ailleurs se confond avec le progrès moral auquel ils croient fermement (2), et pour eux il se résume dans la tendance vers la justice la plus idéale et la plus absolue.

Pendant que, comme nous l'avons vu, l'économie classique négligeait la morale, et, alors que plus tard Karl Marx s'enfermant dans le matérialisme affirme encore le divorce de son système économique avec une science à laquelle il ne croit pas, une justice qui n'est pour lui que l'une des formes transitoires de l'humaine raison, nos auteurs cherchent à condenser en un seul bloc la morale et l'économie.

Bien plus, il ressort du livre entier de Pecqueur que les principes de l'Ethique dominant et dirigent entièrement sa science économique; conformément à l'idée que Vidal, lui émet textuellement: « Quand on n'a pas de morale, surtout pas de principes en morale, on ne peut avoir d'écono-

(1) Vidal, *Répartition des richesses*, p. 50.

(2) Pecqueur, *Théorie nouvelle d'économie politique*, p. 194, 198 et suiv.

mie rationnelle, on ne peut avoir de politique. » « Quiconque n'a pas de morale ne peut rigoureusement distinguer ce qui est bien de ce qui est mal, ce qui est vrai de ce qui est faux, ce qui est utile de ce qui est nuisible (1) » et enfin : « Concluons donc qu'une théorie économique ne saurait être bonne, ne saurait être utile si elle choque la morale ou la justice (2). »

Plus loin il attaque directement l'Ecole classique et formule sa critique en ces termes : « J.-B. Say a félicité Smith non pas d'avoir distingué mais d'avoir complètement séparé l'économie, du droit naturel, de la morale, de la politique, d'en avoir fait une science de pure observation. C'est là précisément au contraire, selon nous, ce qui ternira la gloire de cet esprit éminent (3). »

Il ajoute plus loin : « Prendre ce qui est pour ce qui doit être, confondre la réalité avec la vérité d'abord puis avec la justice, ériger le fait en droit, exposer les phénomènes économiques de nos sociétés subversives pour déduire ensuite de ces faits, anormaux le plus souvent, ce qu'on appelle des lois générales ; c'est tout simplement donner les lois générales du désordre et de l'anarchie (4). » Telles sont à ce sujet les idées de Vidal. Plus catégorique est encore Pecqueur qui sans admettre de discussion fait découler son système entier de principes moraux qu'il puise à la source chrétienne. Ces principes ont d'ailleurs été

(1) Vidal, *De la répartition des richesses*, p. 21.

(2) *Ibid.*, p. 27.

(3) *Ibid.*, p. 33.

(4) *Ibid.*, p. 48.

ceux de la Révolution : liberté, égalité, fraternité. Pecqueur en effet les trouve renfermés dans ces autres préceptes déjà cités : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas que l'on vous fit ; Traitez les hommes comme vous voudriez qu'ils vous traitassent ; Aimez votre prochain comme vous-même, plus que vous-même (1). »

C'est en combinant à l'infini ces principes que Pecqueur durant 900 pages essaye de légitimer sa conception sociale.

Nos deux auteurs se placent donc nettement sur le terrain de l'Ethique. Pecqueur fidèle à son point de départ reste confiné dans cet ordre d'idées et n'entre dans l'économie politique que quand il aborde son projet de société dont la grande originalité, nous l'avons vu, consiste dans l'invention du collectivisme.

Nous abandonnerons donc aux moralistes le reste de son livre, persuadé d'ailleurs qu'il n'y a même pour eux rien de bien sérieux à y découvrir.

Nous avons fait voir qu'au point de vue philosophique général Vidal se montre tout aussi partisan de la morale en économie que Pecqueur ; qu'il est aussi idéaliste. Nous pourrions pour le prouver mieux encore citer de longs extraits où il déclare que le but de l'économie est de rechercher à la lueur des principes non ce qui est mais ce qui devrait être (2).

Mais Vidal a fait surtout un livre de critique, or dans

(1) Pecqueur, *Théorie nouvelle d'économie politique*, p. 3.

(2) Vidal, *Répartition des richesses*, p. 3, 14, 37 et suiv., 92.

cette partie de son œuvre, il abandonne cette philosophie, un peu nuageuse, dans laquelle Pecqueur lui s'est confiné. Il se montre alors sous un jour nouveau et sait trouver des idées pratiques et pénétrantes.

Si pour juger nos auteurs nous nous plaçons au point de vue du but que le socialisme devait chercher à atteindre, c'est-à-dire au point de vue de la lutte contre l'ordre social avec ses institutions principales que défend l'Ecole classique, il est certain, et nous avons démontré pourquoi, qu'ils sont bien inférieurs à Marx en puissance. Celui-ci auprès d'eux apparaît comme un véritable génie.

Mais si laissant de côté cette mesquine question de polémique, il nous fallait les juger à un point de vue plus élevé et plus général, nous n'hésiterions pas à leur donner le pas sur Marx.

Nous l'avons dit d'ailleurs, la conception de ce dernier est une bonne machine de guerre contre la société, mais elle est étroite, elle tronque et resserre la question sociale. Il y a autre chose pour l'homme que la production des richesses, et dans cette production elle-même il est nécessaire, nous semble-t-il, d'admettre l'intervention du droit et celle de la justice. D'autre part, il est bien certain aussi que la volonté humaine a sa grande part d'influence dans la cause des événements sociaux. Maints faits historiques sont là pour le prouver. En quoi par exemple les croisades peuvent-elles avoir pour cause l'état de la technique du moyen âge; en quoi la conquête musulmane peut-elle procéder d'influences pareilles. Il en est de même d'une mul-

titude d'autres événements, dont l'énoncé seul est un démenti à la théorie marxiste (1).

Enfin, nous estimons que nos auteurs ont eu une conception plus juste que celle de l'économiste allemand, bien qu'ils soient aussi tombés dans quelque exagération ; en effet : « l'économie politique ne peut pas être matérialiste parce qu'elle a son principe dans le travail, cette application de la force intelligente et libre.

Parce qu'elle implique en même temps que le développement de la richesse, le développement des qualités morales qui doivent l'accompagner.

Parce qu'elle doit reposer sur tous les principes de bienveillance mutuelle et de fraternité bien entendue » (2).

Cependant Pecqueur et Vidal ont peut-être exagéré et donné au côté idéaliste et moral qu'il est bon de ne pas perdre de vue, une importance trop considérable. On peut même dire que chez eux l'économie est sinon absorbée du moins absolument dominée par les principes moraux. Par là, le côté d'observation pure sans contredit, important dans cette science, se trouve écarté, et tout leur système revêt un caractère de pure spéculation.

Nous croyons que les idées religieuses dont l'un et l'autre sont imbus, ont eu une influence décisive sur cette orientation particulière de leurs œuvres. Elles les ont poussés l'un et l'autre, à chercher des lois absolues dans des prin-

(1) Malon n'a pu admettre les idées de Marx sur ce sujet. Il le réfute longuement et victorieusement dans son *Socialisme intégral*, t. 1^{er}.

(2) Baudrillard, *Rapports de l'économie et de la morale*.

cipes très larges qui ne sont que des conseils, des idéaux de perfection plutôt que des préceptes stricts et impératifs.

A l'époque où ils écrivaient (1832-1848) il y avait une théorie économique matérialiste toute fondée. L'Ecole libérale d'abord était bien près de cette conception; de plus, dès 1822 dans un opuscule et en 1839 dans sa *Philosophie positive*, A. Comte avait exposé les bases d'un système nouveau appelé au plus grand retentissement. Ainsi se trouvaient réunis à la portée des mains de nos auteurs tous les éléments nécessaires à la construction d'une théorie analogue au marxisme.

Vidal, en pressentit l'utilité, au point de vue socialiste et en ébaucha les idées fondamentales, mais il négligea d'en tirer la conclusion rigoureuse, entraîné qu'il était par sa conception spiritualiste et morale. Il s'en rapporta en quelque sorte au système de Pecqueur qui lui paraissait contenir la seule solution possible de la question sociale, pour l'avenir au moins.

Dès lors, leur collectivisme, bien que le même quant au côté constructif, paraît aux marxistes anti-scientifique, il n'est plus qu'une rêverie morale sans base sérieuse, mélange incohérent de quelque peu de science et de beaucoup d'imaginaires utopiques.

Outre la force de la tradition ancienne du socialisme qui avait toujours marché dans la voie de la pure spéculation, plus ou moins rationnelle d'ailleurs, leur conception spiritualiste et surtout morale les éloigna de l'observation des faits matériels et de l'induction historique que Marx a employées après eux.

En effet, toute science économique, confondue avec des principes moraux, est fatalement dominée par ceux-ci (1), et est vouée de plus à la méthode déductive pure. Nous avons pu constater qu'il en est ainsi pour nos auteurs.

Voyons en effet comment se forment et s'établissent les lois scientifiques.

Quand nous voyons deux phénomènes s'associer en séquence constante, nous jugeons que le premier est cause du second ; ils s'associent même dans notre idée, la rencontre de l'un nous fait immédiatement songer à l'autre. Si nous amassons un nombre suffisant de séquences, nous généralisons, et nous obtenons une loi.

Ces premières opérations sont de l'induction pure ; s'il s'agit à présent de faire usage de notre loi scientifique, de créer la science, le rôle de la déduction commence ; nous appliquons notre loi aux phénomènes similaires à ceux observés, et nous concluons à des effets futurs par la connaissance des lois que nous avons établies et qui régissent l'ordre des faits présents, considérés comme, causes d'autres faits.

La première opération, inductive, nous donne donc les principes de la science. Dans une science dont tous les principes sont connus la méthode déductive peut seule être appliquée.

Il est bien clair à présent que nos auteurs, prenant les lois, les principes de leur science économique dans une

(1) Schmoller, *Méthode dans les sciences économiques* (*Revue d'écon. pol.*, année 1894).

science voisine, la morale, se sont soustraits au premier travail inductif que nous avons spécifié plus haut et n'ont par conséquent pu se livrer qu'à de pures spéculations de l'esprit, sans puiser aucune base de certitude dans les données matérielles de l'observation.

Nous nous résumerons en quelques mots : Pecqueur et Vidal nous paraissent comme partagés entre leur spiritualisme philosophique qui les pousse vers une doctrine économique à tendances d'organisation monacale, utopique en ce qu'elle croit pouvoir organiser de la sorte une nation entière, et leur bon sens pratique qui tend à les rapprocher des possibilités d'exécution, nécessitant une étude plus matérielle des phénomènes économiques.

CHAPITRE IV

PECQUEUR, VIDAL, ET LE SOCIALISME ACTUEL EN FRANCE.

On pourrait se demander quel est l'intérêt que nous avons trouvé à l'exhumation de deux auteurs depuis longtemps oubliés, et le sens de notre étude peut encore paraître incomplet. Qu'importe après tout que Karl Marx soit un peu plus ou un peu moins original, que quelques-unes de ses idées aient déjà avant lui fait partie du patrimoine socialiste ; n'est-il pas toujours et malgré tout, le seul, le vrai, le grand porte-voix de cette doctrine ? N'a-t-il pas, en quelque sorte, absorbé dans sa personnalité puissante tout ce que l'on avait pu découvrir avant lui ? En un mot les hommes qui, aux époques antérieures, ont émis quelques idées comparables aux siennes, ne sont-ils pas submergés et effacés par lui ?

Non, répondrons-nous, car le Marxisme ne forme pas à lui seul le collectivisme tout entier, en dehors de cette doctrine, il y a le collectivisme français, dont le programme de réformes, et la conception économique générale, sont visiblement très proches de la doctrine de nos auteurs. C'est l'existence de cette école, plus idéaliste que le Marxisme, continuatrice des théories humanitaires développées par Pecqueur et Vidal, qui donne un intérêt à l'étude que nous avons faite des œuvres de ces auteurs.

Ce collectivisme français renferme des propagandistes remuants, et son organe scientifique, la *Revue socialiste*, publie les études de théoriciens de marque, tels que, pour ne citer que quelques noms, B. Malon, et MM. Renard et Rouanet.

Nous ne voulons pas faire une étude complète des doctrines d'ailleurs un peu vagues de cette école ; que pourrions-nous en dire après M. Villey et tant d'autres (1), dont les œuvres profondes et mûries ne laissent aucun vide à combler derrière elles. Nous indiquerons simplement quelques-uns de ses traits généraux pour montrer que si ce collectivisme français a subi l'influence de Marx, il ne s'en est pas laissé pénétrer en entier, qu'il est resté plus large dans sa conception générale, c'est-à-dire plus idéaliste et plus moraliste. Pour caractériser le vaste système dont il avait conçu le plan, Benoit Malon, car c'est lui qui fut le père de cette école, créa un mot nouveau et assez heureux : l'*intégralisme*, indiquant par ce nom que le socialisme nouveau entendait transformer intégralement l'ordre social, à la fois dans son économie et dans sa morale.

Que cette théorie présente un aspect moins scientifique que le Marxisme, c'est ce qui ne fait de doute pour personne, elle comporte plus de vague, quelque chose de plus utopique. Mais aussi, combien elle a plus d'envolée ! Combien elle est mieux faite pour attirer les foules à elle, en faisant naître dans les âmes souffrantes l'espérance, pro-

(1) Villey, *Le socialisme contemporain*.

blement bien vaine d'ailleurs, de jours meilleurs et plus heureux !

Il est curieux, et cette constatation fera l'objet du présent chapitre, de voir que cette théorie est aussi proche que possible de celle de Pecqueur et de Vidal, de voir en un mot que le socialisme français a fort peu évolué depuis bientôt cinquante ans.

Cependant, avant de relever les traits communs des deux écoles, il importe, nous semble-t-il, de signaler deux particularités qui établissent entre elles une différence assez profonde, quoique portant sur des côtés un peu spéciaux.

La première est que, s'il est vrai que Pecqueur et Vidal sont, de même que les socialistes intégralistes, partisans d'une doctrine empreinte d'idéalisme, il est certain aussi que cet idéalisme est chez eux d'une inspiration bien différente.

Alors que Pecqueur et Vidal en puisent les principes dans le spiritualisme chrétien, Malon et les autres représentants de l'intégralisme repoussent avec horreur toute inspiration religieuse. M. Rouanet (1) déclare, que la morale chrétienne a atrophié l'âme humaine, en la poussant à tous les renoncements, et dans la réminiscence de cette vieille idée qui devrait déjà avoir fait son temps, il accuse cette morale d'être stérile et pernicieuse pour l'état social. Ce qui lui déplaît aussi en elle, c'est la base dogmatique sur laquelle elle s'élève, avec ses sanctions de

(1) Rouanet, *Revue socialiste. Revue des Revues*, année 1893.

récompenses et de châtiments. Benoit Malon (1) n'a lui-même jamais, croyons-nous, manqué une seule occasion de s'escrimer contre elle de la plume et de la parole.

Il suffit d'ouvrir son *Socialisme intégral* pour trouver presque à chaque page des attaques des plus vives et en termes des plus violents.

Bref les intégralistes échappent radicalement à l'influence religieuse dont sont imprégnés Pecqueur et Vidal.

A un autre point de vue encore, cette doctrine s'écarte de l'ancien socialisme français. La *Revue socialiste* est absolument internationaliste, comme d'ailleurs, tout le socialisme actuel (le socialisme chrétien mis à part), et celui de presque tous les temps sauf pour la haute antiquité. Tel n'est pas le cas de nos auteurs ; Pecqueur et Vidal se sont soigneusement gardés d'élargir à ce point leurs théories.

Mais si l'on fait abstraction des deux particularités que nous venons de signaler, le collectivisme français actuel et celui de Pecqueur et de Vidal demeurent à peu près identiques, quant à leur conception philosophique et générale de la question sociale, quant à la critique et quant à la construction.

Comme nous l'avons dit, le promoteur de l'idée intégraliste fut Malon ; esprit extraordinairement actif, paysan illettré à 18 ans, il se fit lui-même et puisa un peu partout et au hasard, les matériaux d'une réelle érudition.

Le parti socialiste qui s'est formé autour de la person-

(1) B. Malon, *Morale sociale* (*Ibid.*, année 1885). *Soc. intégral*, *passim*.

nalité de cet auteur, unit à l'influence des œuvres théoriques, celle de l'action politique ; ses représentants écrivent à la fois pour les lecteurs éclairés dans la *Revue socialiste* et pour les foules dans des journaux quotidiens ; de plus, ils se mêlent avec activité à tous les mouvements sociaux.

Considérée sous ces deux aspects différents, leur physionomie offre le plus frappant des contrastes.

D'une part, leurs écrits renferment (et nous parlons ici des chefs les plus éclairés du parti) bien rarement de ces pages violentes, qui paraissent inspirées plutôt par la révolte et la haine que par la conviction scientifique. On serait tenté souvent de n'y pas voir autre chose que d'éloquents plaidoyers en faveur de ceux qui souffrent, œuvres de penseurs à l'âme douce, portée à l'attendrissement et à la pitié.

Mais si abandonnant pour un instant le côté doctrinaire on cherche à se faire une idée de leur action politique, on les voit, changeant radicalement de tactique, faire appel aux plus mauvais instincts de l'âme humaine, l'envie et la révolte, activer du souffle de leur parole le feu de cette sourde lutte des classes, tâcher de l'amener de nouveau à l'une de ces périodes aiguës, dont Paris et Versailles gardent notamment depuis 1871 un si lugubre souvenir.

En un mot, agents de zizanie, entrepreneurs de grèves, ils s'acharnent à aggraver et à compliquer un conflit dans lequel chacun des partis a tout à perdre, et notre pays certes rien à gagner.

Nous ne pousserons pas plus loin ce parallèle entre les doctrines et les manifestations politiques de cette école, car, inutile déjà au point de vue de notre étude, il l'est encore plus (il n'est pas besoin de le dire) au point de vue de l'apaisement social. Laissant de côté toute brûlante question de parti, nous nous cantonnerons dorénavant dans le domaine plus serein des idées et des théories.

L'idée première du chef de l'intégralisme fut probablement, de réunir en un vaste et multiple parti, tous les novateurs quels qu'ils soient, à condition que leurs efforts se soient appliqués à améliorer la condition humaine, et de donner ainsi au mot *socialisme* le sens vague et général, mais noble certes, que l'on attache aujourd'hui au mot *progrès*.

Cette idée nous a été suggérée par un passage du *Socialisme intégral* (1) dans lequel Malon range parmi les socialistes tous ceux qui ont fait quelque chose pour l'humanité souffrante, depuis le philanthrope qui puise avec générosité dans sa bourse jusqu'au médecin qui répand les trésors des découvertes nouvelles.

Mais, il y a loin de la conception d'un plan aussi utopique à sa réalisation, et la foule bigarrée que Malon espérait ranger sous ses lois, montre trop d'indépendance pour pouvoir se soumettre à la direction d'un seul chef.

Force fut donc à l'école qui nous occupe de réunir le collectivisme agraire au collectivisme industriel, et de

(1) B. Malon, *Le socialisme intégral*, t. I, ch. II.

former avec les idées de Henry Georges, de Marx et du premier des collectivistes, Pécqueur, une sorte de socialisme plus compréhensif que précis. D'ailleurs, ce que cette doctrine contient de flottant, a été encore exagéré en elle par l'influence des idées de haute tolérance sociale, de douceur et de pitié vague à introduire dans les rapports sociaux, que préconisèrent vers 1840 un certain nombre de sociologues tels que Sismonde de Sismondi, Buchez, Blanqui et Villeneuve de Bargemont.

Pendant que l'américain Carrey bouleversait de fond en comble la théorie de la rente de Ricardo, H. Georges (1), américain aussi, affirmait, que plus la puissance de production augmente, et plus on tend à cultiver les terres infertiles; que plus les terrains sont infertiles, plus les frais de production augmentent, d'où aussi plus le salaire doit diminuer; pendant que d'un autre côté et par une amère dérision, les premiers propriétaires voient, par l'effet de la monopolisation du sol à leur profit, la rente s'augmenter toujours et sans cesse en proportion de l'extension que prend la culture.

C'est sur ces données plus que douteuses, que H. Georges basait la très grave mesure qu'il proposait, et qui consistait à confisquer dans le revenu des propriétaires, toute la partie qui provient de la rente, laissant ainsi « aux propriétaires l'enveloppe pour prendre l'amande ».

L'école qui nous occupe ne pouvait pas ne pas être

(1) Henry Georges, *Progrès et Pauvreté*.

séduite par ces raisonnements : tout en eux était pour elle un sujet d'approbation ; même ce qu'ils avaient de douteux et de hardi n'était pas pour lui déplaire ; aussi les a-t-elle adoptés. Il faut faire une restriction peut-être au sujet du moyen pratique de réforme proposé par H. Georges ; Malon tout au moins, au lieu de cette distinction, impossible à opérer entre la rente et le produit effectif, propose la socialisation pure et simple du sol.

Cette école a, d'un autre côté, adopté mais en les modifiant profondément les données principales du marxisme (1). Cette théorie était trop matérialiste, trop sèche et trop technique pour Malon, cet esprit empreint d'un idéaliste et sentimental rationalisme. Il commença et son école avec lui par corriger ce qu'il y a de sec dans la doctrine évolutionniste de Marx. Il ne nia pas l'influence du milieu économique matériel, de la technique, sur les événements historiques, il admit même que c'est en elle qu'il faut rechercher leurs causes premières et promotrices (2), mais il adjoignit à ces causes premières, l'influence modificatrice de l'intelligence humaine, de la volonté et des passions. Il fit intervenir la pitié (3) et la justice distributive dans les éléments du problème social, en un mot, il put dire des intégralistes dont il fut le chef : « Ils se refusent à

(1) B. Malon, *Socialisme intégral*, t. 1^{er} ; Fournière, *B. Malon et le Marxisme* (*Revue socialiste*, année 1893) ; Rouanet, *Le matérialisme économique de Marx et le socialisme français* (*Ibid.*, année 1889) ; G. Renard, *Le socialisme actuel en France* (*Ibid.*, année 1889).

(2) La pitié de Malon s'étend même aux animaux. *Soc. intégr.*, t. 1^{er}.

(3) E. Fournière, dans la *Rev. soc.*, cité plus haut.

renfermer toute la vie sociale dans la coquille du processus économique, et pour eux il n'est pas exact que la société politique ne soit que le reflet de la société économique ; les phénomènes religieux, politiques, économiques, agissent les uns sur les autres et s'entrecroisent pour déterminer le mouvement des nations » (1).

Nous sommes bien loin comme on peut le voir de la conception marxiste si simple, dans laquelle l'idée humaine, produit de l'évolution matérielle, ne peut avoir aucune influence sur la succession des phénomènes sociaux !

L'intégralisme admet aussi dans son vaste sein toutes les théories qui reconnaissent la force des influences morales sur l'évolution sociale ; il épouse partiellement cette doctrine de M. Fouillée d'après laquelle il doit arriver que dans une civilisation suffisamment avancée, certains préceptes moraux auront par eux-mêmes une influence vraiment active sur la conduite des masses : ce qu'il caractérise par le terme d'action « des idées forces ».

En un mot, le collectivisme français, intégraliste, admet tous les systèmes qui, soit préconisent la socialisation des moyens de production, idéal de cette école, comme c'était celui de Pecqueur et de Vidal, soit concluent à la possibilité de la rénovation morale nécessaire aux yeux de tous à la marche d'une association absolument générale.

Depuis Pecqueur, de nouveaux moyens pratiques de socialisation ont été proposés, nous allons en parler briève-

(1) B. Malon, *Socialisme intégral*, t. 1^{er}.

ment. Collins prétendait réaliser le rachat du sol en moins d'un quart de siècle, par l'abolition et la dévolution à l'État de toute succession collatérale *ab intestat*, par un impôt de 25 0/0 sur les successions testamentaires avec liberté absolue de tester, et par l'inaliénabilité du sol une fois rentré dans la propriété collective (1).

Plus tard, on proposa aussi un impôt progressif et global sur le revenu. Les congrès de l'Internationale de 1868, 1869 et 1870 eurent la primeur de ce projet de réforme qui a dû il y a deux ans être repoussé par les Chambres auxquelles on le présentait comme devant remplacer avantageusement les autres impôts.

Quelques autres idées se sont fait jour sur ce sujet, tel est par exemple le rachat au moyen d'une monnaie sociale nouvelle, immédiatement consommable. Nous ne nous y arrêterons pas davantage ; ces moyens, aussi ingénieux que divers, tendant à dissimuler la confiscation qui se cache toujours derrière la socialisation de richesses aujourd'hui propriété de particuliers, ne touchent pas d'ailleurs au fond même de la théorie intégraliste. Le fait qu'elle les a tous plus ou moins préconisés prouve simplement qu'elle est plus soucieuse d'arriver au but pratique que de conserver l'unité scientifique.

Quel est donc le but théorique et idéal que peut, avec la socialisation des moyens de production, poursuivre la large, et un peu trouble, école Intégraliste.

(1) Villey, *Socialisme contemporain*, p. 94.

C'est, nous dit Malon, conformément à de savantes idées, exprimées par les hommes les plus marquants de l'époque, d'arriver, en participant à tous les combats pour le progrès, à réaliser l'amélioration, non seulement physique, mais encore morale des conditions humaines ; car, il doit y avoir « corrélation entre l'évolution économique et l'évolution morale » ; le progrès de l'une doit entraîner celui de l'autre. Cette évolution se fera en trois stades dont deux sont déjà écoulés ; le troisième sera le règne de la maxime préférée de Pecqueur : « aimez-vous les uns les autres ». Le premier stade, en effet, celui de la lutte pure et bestiale pour l'existence a pris fin — déjà commence l'ère meilleure et nouvelle de l'Estime mutuelle. — Enfin se lèvera l'aube de la phase finale dans laquelle l'homme comprendra sa destinée, son but et son devoir : « l'amour et les bonnes œuvres », sa seule mission sur la terre suivant la parole de Tolstoï (1).

Après B.Malon, MM. Rouanet et Renard ont, à leur tour, précisé la situation de l'intégralisme vis-à-vis du Marxisme, ils se sont évertués à concilier cette doctrine avec celles de leur école. Tout en tenant compte par exemple de l'accumulation capitaliste, qu'ils ne mettent pas en doute, ils ne veulent pas attendre que le prolétariat ait été complètement paupérisé, et que la socialisation des capitaux s'opère par elle-même en quelque sorte.

Ils sont au contraire partisans de tous les moyens qui

(1) Tout ce qui précède est tiré du plan de l'intégralisme dans le tome Ier du *Socialisme intégral* de B. Malon.

peuvent hâter cet événement ; et quelques avancés de leur parti mettent même en première ligne le moyen révolutionnaire.

Néanmoins, nous le répétons à nouveau, tous les efforts de ces hommes pourtant distingués n'ont pu arriver à donner à l'intégralisme cette physionomie franche et simple, cette élégance de ligne qui caractérise en général une théorie vraiment scientifique et rationnelle.

La critique sociale de cette école, et on doit s'y attendre, cesse d'être, comme chez Marx, la constatation toute matérielle d'un soi-disant processus économique.

Elle admet bien comme Vidal et Marx que le capital s'accroît du produit d'une portion du travail ouvrier non rémunérée ; mais ce qui lui importe dans ce qu'elle nomme l'exploitation du prolétaire c'est moins l'accumulation des capitaux qu'elle hâte sans cesse suivant Marx, que l'injustice monstrueuse qu'elle constitue.

Au nom de cette iniquité, les intégralistes produisent ces critiques d'ordre moral et sentimental que nous avons signalées chez Pecqueur et chez Vidal. Ils sont touchés principalement dans leur sensibilité, et c'est au nom de la grande et sainte pitié que souvent ils portent leurs doléances devant l'Etat.

Ils ne négligent point en effet le rôle de l'Etat comme Marx affecte de le faire dans son *Capital*, comme pour Pecqueur, comme pour Vidal surtout, accepter, arracher les plus petites concessions, et les mettre à profit fait partie de leur programme.

Dans l'œuvre délicate entre toutes de la construction

d'une société future, on ne trouve plus chez les intégralistes la prudente réserve qu'observa Marx avec tant d'à-propos. Il sentait bien le danger qu'il y a à se livrer à de pareilles spéculations ; au fond, il ne croyait pas, pensons-nous, à cette amélioration morale de l'humanité, nécessaire pourtant à la bonne marche d'un monde socialiste.

Semblables en cela à Pecqueur et à Vidal, les intégralistes rêvent du règne de l'altruisme ; et cette évolution morale une fois imaginée et admise, rien ne s'oppose plus à l'exécution de leurs fantaisies architecturales. Les plus étranges monuments sociaux s'élèvent dans leur imagination et joignant aux progrès hypothétiques de la moralité humaine, ceux plus probables de la science appliquée à l'industrie, ils arrivent à construire et à prendre presque au sérieux de vrais romans. Il va sans dire que nous laisserons là ces productions fantaisistes qui sont comme l'exagération poétique de cette école socialiste.

Si nous tournant vers les essais sérieux de construction nous les comparons à celui de Pecqueur, nous sommes frappé de leur complète similitude.

Même insouciance en ce qui touche les effets de la suppression de l'intérêt personnel sur la quantité et la qualité de la production (1).

Même souci au contraire de la réglementation à outrance du petit détail bizarre, ce qui donne à leur société modèle

(1) M. H. Brissac avance dans l'article cité ci-après que cette production, en travaillant 6 heures par jour, sera portée au sextuple de ce qu'elle est à l'heure actuelle.

l'aspect d'une scène de théâtre toute en trappes et en trucs, comme on le verra par l'exemple qui suit.

Comme dans l'association de Pecqueur, la direction sera donnée par une administration infaillible, la monnaie supprimée, les salaires égalisés, etc., etc.

Mille commodités viendront s'offrir aux heureux collectivistes ; il leur suffira par exemple de mettre une demande écrite dans un tube de transmission placé à portée de leur main pour voir arriver des cuisines sociales, le repas de leur choix (1), etc., etc.

On se demande devant de pareilles élucubrations si on rêve, et s'il est vraiment possible que des écrivains aient pu croire à la possibilité de pareilles inventions.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces combinaisons à prétentions pratiques, elles offrent d'ailleurs la plus entière similitude quant aux grandes lignes, avec celle de Pecqueur que nous avons longuement étudiée.

Un mot seulement sur le rôle de l'État (2) dans les deux écoles que nous comparons. Il est encore exactement le même dans chacune des deux conceptions ; ce rôle est celui d'une sorte de Providence aussi clairvoyante que bienfaisante, prévoyant tout, ordonnant tout, et tenue suivant eux, avant d'en arriver au degré de perfection prévu pour l'avenir, à instituer tout au moins pour le présent des caisses de retraite et de secours.

Cette étude du socialisme intégraliste peut paraître bien courte, mais il ne faut pas perdre de vue que son

(1) H. Brissac, *Revue socialiste. La société collectiviste*, année 1881.

(2) B. Malon, *Socialisme intégral*, t. I, p. 350, 395, 396.

seul but est de montrer les points de ressemblance qui peuvent exister entre elle et le socialisme de Pecqueur et de Vidal.

Elle est donc suffisante à notre gré si nous avons su montrer que le collectivisme français a conservé le caractère particulier d'idéalisme, et en quelque sorte de générosité qu'il doit en grande partie à ses origines.

Il nous paraît en effet que le socialisme a toujours eu en France, et qu'il y conserve encore de nos jours un penchant pour l'utopie humanitaire, la spéculation pure et la construction idéale.

Il tend aussi à fuir la précision technique dans les questions économiques et à se réfugier dans les milieux plus larges d'une sorte de morale sociologique.

Il nous a paru intéressant de constater la persistance de ces tendances. Rien n'a pu les effacer, et même le passage de la lourde théorie Marxiste, malgré son incontestable supériorité de méthode, est resté impuissant contre ce caractère qui est peut-être un caractère de race.

Vu :

Lyon, le 30 avril 1898,
Le Président de la thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Lyon, le 2 mai 1898,
Le Doyen,
E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 3 mai 1898,
Le Recteur de l'Académie, Président du
Conseil de l'Université.
G. COMPAYRE.

BIBLIOGRAPHIE

- Pecqueur.** — Théorie nouvelle d'économie sociale et politique, ou étude sur l'organisation des sociétés.
— Des intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la civilisation en général, sous l'influence des applications de la vapeur, 1839.
— Des améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté.
— De la Paix : de son principe et de sa réalisation, et des armées dans leurs rapports avec l'industrie ou des devoirs civiques des militaires.
- Vidal.** — De la répartition des richesses ou de la justice distributive en économie sociale.
— Vivre en travaillant, projets, voies et moyens de réformes sociales.
- Saint-Simon.** — Œuvres choisies de Saint-Simon et d'Enfantin.
— Le nouveau christianisme.
- Fourier.** — Théorie des quatre mouvements.
— Théorie de l'association.
- Karl Marx.** — Critique de l'économie politique.
— Misère de la philosophie.
— Le capital.
— Le manifeste du parti communiste.
- Malon.** — Le socialisme intégral.
— Histoire du socialisme, 1879.
- Henri Michel.** — De l'idée de l'Etat.
- Villey.** — Le socialisme contemporain.
- Bastiat.** — Œuvres. Edit. Guillaumin et Cie.
- L. Reybaud.** — Etude sur les réformateurs.
— Jérôme Paturot.
- Paul Janet.** — Les origines du socialisme contemporain, 1853.
- Gatti de Gamond (Mme).** — Fourier et son système.
- Carnot.** — Exposé des doctrines St-Simoniennes, 1830.
- Léon Brothier.** — Saint-Simon et le Saint-Simonisme, 1859.
- G. Biard.** — Aperçu sur les vues industrielles de Saint-Simon, 1832.
- Charlety.** — Histoire de l'école Saint-Simonienne. Thèse.

- Ernest Hæckel.** — Le monisme, préf. et trad. de G. Vacher de Lapouge.
- Michelet.** — La sorcière.
- Briancourt.** — Notions élémentaires sur la science sociale de Fourier.
- Béranger.** — Chansons.
- Lafargue.** — Cours d'économie sociale. Le matérialisme économique de Karl Marx.
- Antonio Labriola.** — Essai sur la conception matérialiste de l'histoire.
- Maurice Block.** — Théoriciens du socialisme en Allemagne. *Journal des économistes*, 1872.
- Ch. Gide.** — Principes d'économie politique.
- P. Leroy-Beaulieu.** — Economie politique.
- Baudrillart.** — Rapports entre l'économie et la morale.
- Vilfredo Pareto.** — Karl Marx, Le capital.
- Henry Georges.** — Progress and Poverty.
- Revue d'économie politique.** — Schmoller, De la méthode dans les sciences économiques, 1894. — Bourguin, Marx et Proudhon, 1893.
- Revue des Deux-Mondes.** — Paul Janet, Le fondateur du socialisme moderne, Saint-Simon, 15 avril 1876. — Charles Fourier, 1879.
- Revue socialiste.** — Malon, Morale sociale, 1885, et *passim*; Degreef, L'empyrisme, L'utopie et le socialisme scientifique, 1886; Rouanet, Le matérialisme de Marx et le socialisme français, 1886, *Revue des revues*, 1893; P. Boz, Le matérialisme historique d'après K. Marx et ses disciples, 1893; E. Fournière, B. Malon et le Marxisme, 1893; G. Renard, Le socialisme actuel en France, 1889; H. Brissac, La société collectiviste, 1891.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Le socialisme français avant Pecqueur et Vidal.	5
§ 1. — <i>Considérations générales.</i>	5
§ 2. — <i>Saint-Simon.</i>	7
§ 3. — <i>Fourier</i>	14
§ 4. — <i>Les disciples de Saint-Simon et de Fourier.</i>	22
§ 5. — <i>Conclusion du chapitre 1^{er}.</i>	25
CHAPITRE II. — Le collectivisme scientifique.	28
§ 1. — <i>Position donnée par K. Marx à la question sociale.</i>	29
§ 2. — <i>Critique sociale marxiste.</i>	36
§ 3. — <i>Théorie marxiste : accumulation des capitaux</i>	39

DEUXIÈME PARTIE

PECQUEUR ET VIDAL.	47
NOTICE BIOGRAPHIQUE	47
I. — Pecqueur.	47
II. — Vidal.	49
CHAPITRE PREMIER. — Le collectivisme de Pecqueur et les vues de Vidal sur les modifications à apporter à la constitution de la société.	53
§ 1. — <i>Le collectivisme de Pecqueur.</i>	53
I. — Socialisation des moyens de production.	54
II. — Comment Pecqueur justifie cette socialisation.	54
III. — Constitution de la société collectiviste.	60
IV. — Détail de l'organisation sociale	65
V. — La fonction sociale.	68

VI. — Répartition et consommation des richesses.	70
VII. — Moyens transitoires de socialisation	73
VIII. — Pecqueur et K. Marx	74
§ 2. — <i>Les vues de Vidal sur les modifications à apporter à l'ordre social.</i>	76
CHAPITRE II. — La critique sociale chez Vidal et chez Pecqueur	81
§ 1. — <i>De la critique chez Vidal</i>	81
§ 2. — <i>Critique chez Pecqueur.</i>	94
CHAPITRE III. — Conception générale de la science économique chez Pecqueur et chez Vidal	98
§ 1. — <i>Bases de la conception économique de Pecqueur.</i>	98
§ 2. — <i>Fondement philosophique des idées de Vidal.</i>	101
§ 3. — <i>Union de la morale à la science économique chez Pecqueur et Vidal</i>	104
CHAPITRE IV. — Pecqueur et Vidal et le socialisme actuel en France.	114
BIBLIOGRAPHIE	129

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier
